

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
6 AVRIL 1976

RIEN AVANT LE 1^{er} MAI...

Comme le dit la déclaration commune des bureaux confédéraux de la CGT et de la CFDT : « Un large et puissant mouvement revendicatif se développe dans le pays, comme en témoignent les grèves des fonctionnaires des cheminots, des agents de l'EDF, des métallurgistes des travailleurs de la construction. A ce mouvement de fond, qui soulève le monde du travail, le gouvernement oppose une obstination butée, imposant des contrats draconiens dans le secteur public, appuyant le patronat dans ses vives attaques contre l'emploi, comme en témoigne la nouvelle tentative contre les travailleurs de LIP. Patronat et gouvernement se trouvent au coude à coude pour s'attaquer aux organisations syndicales, licenciant des délégués comme Peugeot-Beaulieu, interdisant les manifestations ouvrières, comme le rassemblement des chômeurs CGT qui devait se tenir demain à Paris.

Pourtant, Giscard et Chirac sont minoritaires, ils sont vulnérables. Et les conditions existent aujourd'hui pour une riposte centrale qui les force à céder : ne retrouve-t-on pas dans de très nombreuses luttes, les mêmes revendications, sur le salaire minimum, sur les augmentations, sur le temps de travail, sur le droit à l'emploi. Dans cette situation favorable, Edmond Maire et Georges Ségué, après avoir réitéré leur condamnation, parfaitement justifiée de la politique giscardienne, se contentent d'appeler les travailleurs à participer massivement à toutes les initiatives et à organiser dans l'unité la plus large un grand premier mai ».

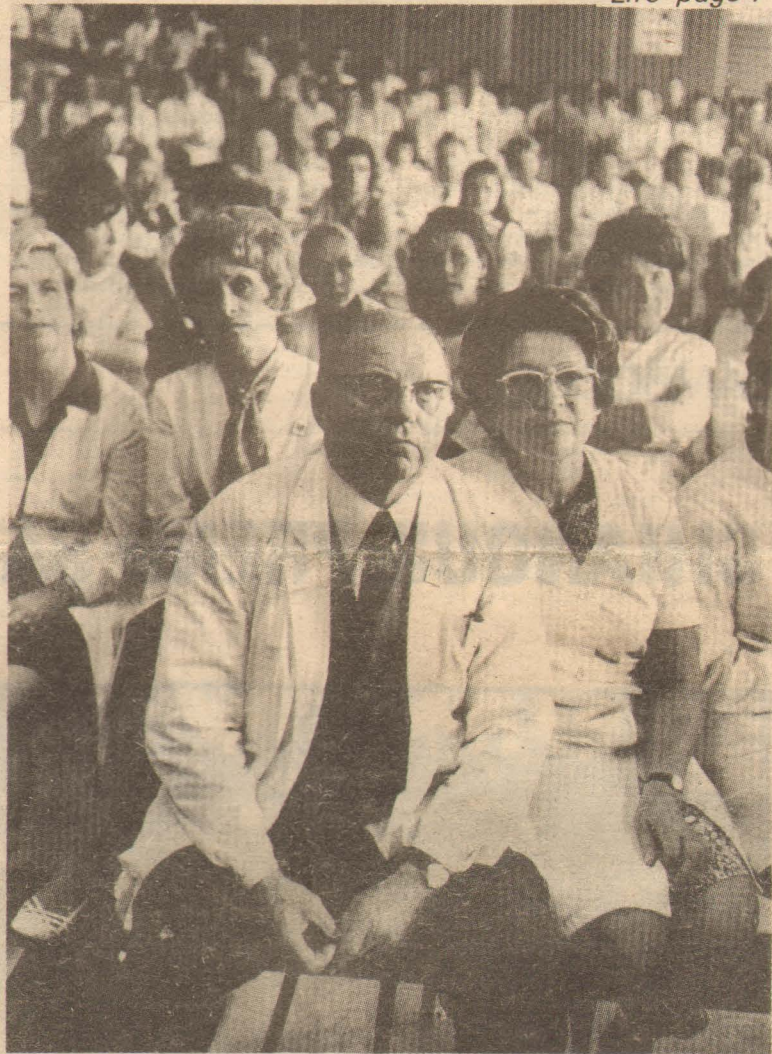
Rien au niveau national avant le premier mai et cela au nom du respect du caractère démocratique des mouvements en cours ! Pourtant aujourd'hui le respect de la démocratie ne serait-ce pas plutôt, de la part des directions confédérales, de prendre leurs responsabilités et d'organiser concrètement la coordination des luttes, ne serait-ce pas plutôt d'offrir des perspectives nationales aux combats des différents secteurs ?

Joseph Cabrol

Le patronat décide la mort de Lip

ILS N'AURONT PAS LA PEAU DES "LIP" !

Lire page 7



• Desmond Trotter est sauvé mais la lutte pour sa libération continue

(Lire page 4 l'interview en direct de l'île Dominique du Président du Comité pour sauver Desmond Trotter).

Affrontements à Pékin

DRAPEAU ROUGE CONTRE DRAPEAU ROUGE

- La polémique descend dans la rue
- Le maire de Pékin demande le retour à l'ordre

De violents incidents ont éclaté lundi à Pékin, place Tien An Men, où se déroulait une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes en hommage à Chou En Lai. Des affrontements ont opposé les manifestants à la police et à la milice qui avaient enlevé, dans la nuit, les milliers de couronnes dédiées à Chou et qui voulait empêcher la poursuite de la manifestation. Plusieurs personnes ont été blessées, une jeep de l'armée et d'autres véhicules ont été incendiés.

La foule a arraché les brassards de soldats et enfoncé les barrages de police. Des étudiants de l'université de Tsinghua - grande université de Pékin, à la pointe de la cam-

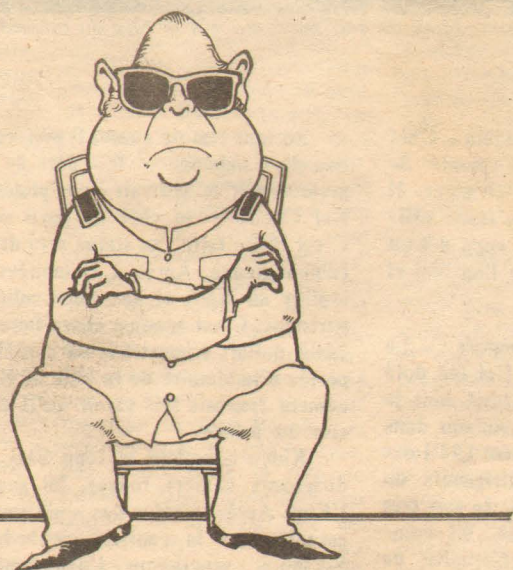
pagne contre Teng - ont été empêchés par les manifestants d'enlever le dernier portrait de Chou En Lai.

Les manifestants, tenant des meetings ininterrompus sur la place, ont tenté de pénétrer, sans succès dans le palais du peuple et dans le musée historique au chant de l'internationale. Ils ont ensuite mis à sac, sous les acclamations de la foule, l'immeuble abritant l'administration de la place Tien An Men. Le maire de Pékin, membre du bureau politique, après avoir dénoncé les éléments perturbateurs « voulant déformer la campagne contre le vent déviationniste de droite », a lancé un appel au calme et demandé aux manifestants de se disperser.

Lire page 2

LES SECRETS DU SERAIL

Les partisans de Teng clament le nom de Chou, pour n'avoir pas à s'en prendre ouvertement au timonier en personne. Ils fleurissent la mémoire de la première épouse de Mao, morte il y a près d'un demi-siècle, pour mieux frapper par ricochet la seconde, membre en exercice du Bureau politique. La politique bourgeoise nous a habitué à de semblables méandres : il n'y a pas si longtemps les partisans argentins d'Evita et d'Isabelita s'affrontaient les armes à la main sans remettre le moins du monde en cause Perón. Mais qu'un pays où le Parti communiste a acquis le pouvoir il y a trente ans, et où la seule vérité devrait être révolutionnaire, connaisse pareille polémique a de quoi choquer. Choquer, et non surprendre : pour la bureaucratie, la politique est une affaire privée, un secret de sérail, et un monopole de clique. Que les obscures et les sous-entendus pour initiés visent à perpétuer.



Politique fiction ?

L'ARTICLE 16 BIS DU PRINCE PONIA

- des législatives à la « dure »
- bombes à Strasbourg et à Lyon

Lire page 12

CHINE

L'escalade au sein de la bureaucratie débouche dans la rue...

A BON CHAT, BON RAT...



Les manifestations d'hier en Chine témoignent d'une certaine préparation : banderoles et affiches sont apparues simultanément sur la place Tien An Men de Pékin et dans la grande gare de Nankin. Elles mettent sur un même plan Mao et Chou en Lai, tous deux qualifiés de guides du peuple chinois, mais surtout elles s'en prennent violemment au journal de Changai qui avait donné, en 1965, le coup d'envoi de la révolution culturelle, par la publication d'un article de Yao Wen Yuan, aujourd'hui membre « radical » du Bureau politique.

Les affiches dénoncent ceux qui s'attaquent à Chou et le « gang noir » qui briguerait le pouvoir. De plus, place Tien An Men, les manifestants ont rendu un vibrant hommage à la première femme de Mao, tuée par le Kuomintang en 1930. Hommage qui peut être interprété sans risque d'erreur comme un dénigrement à peine voilé de Chiang Ching, l'actuelle épouse du timonier, qui avait joué un rôle important dans la révolution culturelle et qui est également considérée comme représentant l'aile radicale du parti.

L'ensemble de ces événements indique un tournant de la situation politique en Chine. Depuis la mort de Chou en Lai, la fraction maoïste avait lancé une violente campagne contre Ten Hsiao Ping, ancien secrétaire général du Parti, repêché après avoir été viruellement critiqué par les gardes rouges des années 66-67.

Mais jusqu'à présent, la campagne anti-Teng était restée confinée dans le sésail du Parti, dans la presse, et dans certaines enceintes universitaires. Le 28 mars, les éditorialistes anonymes du Quotidien du Peuple, se réclamant de l'autorité de Mao, en appelaient même à la discipline de la classe ouvrière, qu'ils mettaient en garde « contre les incitations à s'affronter ». Ils ne pouvaient exprimer plus clairement leur hostilité à toute perspective de mobilisation de masse. La fraction maoïste était en effet consciente des dangers de débordements qu'une telle campagne impliquait. Elle craignait surtout de souder la grande majorité des cadres gestionnaires et administratifs, pour qui la révolution culturelle demeure synonyme de désordres, et qui sont sensibles au « réalisme populaire » de Teng, expliquant que peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape les souris... Si la masse de ces cadres ne peut être considérée comme la base politique et sociale de Teng, il ne fait guère de doute qu'elle avait apprécié la prudence de Chou En Lai, sa modération, et son

aptitude à remettre en route l'économie.

En faisant preuve d'une égale capacité d'ordre et de discipline dans sa campagne, la fraction maoïste visait à élargir ses appuis au sein de l'appareil civil et militaire, afin d'isoler la « droite regroupée » derrière Teng.

Jusqu'à présent la dite « droite » n'avait pas réagi publiquement. Les événements des deux derniers jours montrent qu'elle est maintenant prête à la contre-offensive. Elle a eu l'habileté de prendre pour drapeau le nom de Chou En Lai, susceptible de rallier la masse de l'appareil et une large fraction de la population. Conformément aux méthodes déjà utilisées pendant la Révolution culturelle, il n'est pas question de critiquer ouvertement Mao ou de prendre la défense de Teng, mais d'amorcer une offensive encore voilée contre les figures de proue de l'aile considérée comme radicale : Chiang Ching et Yao Wen Yuan.

Par delà ces subtilités tactiques, la nouveauté d'importance réside dans le fait que l'aile taxée de modérantisme ait pris la première initiative de porter le débat dans la rue : la fraction maoïste aura désormais du mal à ne pas suivre cette escalade. La Chine se retrouve donc au seuil de possibles affrontements de masse, provoqués par la lutte fractionnelle pour le pouvoir au sein de la bureaucratie. Mais le déclenchement de cette épreuve de force, à partir du moment où elle occupe la rue, peut aussi réveiller des expériences encore récentes et favoriser l'émergence d'un courant de masse qui exprime ses propres revendications, tout comme avaient commencé à le faire en janvier 67 les travailleurs de Changai, avant que la bureaucratie ne reprenne les choses en main et ne batte en retraite, effrayée à l'idée d'avoir joué les apprentis sorciers.

Frédéric Carlier

● Des sucreries à base de cacahuètes, vendus par des jeunes disciples du prédicateur coréen, le révérend Sun Myung Moon, contiennent des morceaux de lames de rasoir, selon un haut fonctionnaire du bureau fédéral de l'Alimentation et des Produits pharmaceutiques (FDA).

Ces cacahuètes sucrées sont vendues dans des jolies boîtes décorées du drapeau américain et portant le slogan : « Bicentenaire — que Dieu bénisse les bonbons américains (AFP).

THAILANDE

APRES LES ELECTIONS

LA GAUCHE EST PRATIQUEMENT EXCLUE DU PARLEMENT

Le résultat des élections du 4 avril en Thaïlande risque d'accélérer la polarisation politique et sociale en cours dans le pays depuis la chute de la dictature, en octobre 1973. La gauche, même modérée, est en fait pratiquement exclue de la vie parlementaire « légale ». De nombreux attentats ont frappé ses candidats, et notamment le secrétaire général du Parti socialiste thaïlandais. Le parti « technocratique » des Forces nouvelles a, lui aussi, été la cible des lanceurs de bombe. L'extrême-droite fascisante, avec le soutien des militaires, a quadrillé la province du nord-est, province la plus radicale où le Parti communiste thaïlandais a sa principale base de masse. Le Parti socialiste y avait eu le gros de ses 15 élus, lors des précédentes législatives du 26 janvier 1975. Cette fois, il a pratiquement renoncé à faire campagne. Il n'aura que deux députés et le parti des Forces nouvelles, trois dans la nouvelle assemblée.

Les partis dont les liens avec l'ancienne dictature militaire sont les plus directs restent certes nettement mino-

ritaires. Si le parti de la nation Thai (Chat Thai) passe de 28 à 55 députés, le Parti social agrarien et le Parti social nationaliste, qui totalisent 37 élus, n'en ont obtenu que 16.

Le succès du Parti démocrate de Seni pramoj - frère de l'ancien premier ministre Kukrit Pramoj - représente en cela un désaveu de l'extrême-droite : il gagne 117 sièges sur les 279 de l'assemblée et, fait significatif, emporte les 28 sièges de la capitale Bangkok. Parti dit « de centre droit » bourgeois de la droite pro-américaine, il a parallèlement bénéficié de la réputation d'honnêteté de son dirigeant. Il gouvernera cependant à droite, et la défaite de Kukrit dans sa circonscription élimine un homme qui avait su jouer longtemps l'équilibre alors que son parti était déjà largement minoritaire. Son parti obtient cependant 46 sièges alors qu'il n'en avait que 19 auparavant.

Seni Pramoj, qui se présente déjà en futur premier ministre, a annoncé dès dimanche soir qu'il refuserait toute alliance avec un parti « gauchiste » pour

former un gouvernement majoritaire à l'assemblée. Il lui sera difficile, s'il veut éviter une brutale explosion de mécontentement populaire, de remettre ouvertement en cause l'accord récent qui prévoit le retrait américain d'ici à juillet. Mais la Thaïlande est toujours et restera très probablement, une base de départ pour les commandos contre-révolutionnaires à l'œuvre au Laos et au Cambodge. Les militaires seront toujours au pouvoir. Avec les américains.

Dans ces conditions, les luttes de masses se poursuivent, l'espoir dans une « gauche légale » risque fort de décroître encore face aux exactions impunies de l'extrême-droite para-militaire. Sans nécessairement accélérer la venue d'un coup d'Etat — la nouvelle assemblée peut être moins instable que la précédente — les dernières législatives renforceront l'autorité du Parti communiste thaïlandais, comme des petits groupes radicaux issus du mouvement étudiant et de la formation d'une nouvelle génération militante au cours des luttes ouvrières et paysannes des trois années passées.

CAMBODGE

SIHANOUK PREND SA RETRAITE



Sihanouk, à droite sur notre photo, en compagnie de son successeur à la tête du nouvel Etat cambodgien, Khien Samphan, au centre.

Dimanche, le Prince Sihanouk, à peine réélu « Chef de l'Etat » du Cambodge, annonçait sa volonté de « prendre sa retraite » et de partir pour l'étranger. Il semble appliquer le programme qu'il s'était officiellement fixé après sa destitution lors du coup d'Etat de 1970 et son appel à la résistance contre Lon Nol et les américains.

Il déclarait alors au journaliste J. Lacouture : « Le sihanoukisme est dépassé... J'ai été roi... J'ai été doté d'un tempérament plutôt autoritaire et explosif dont je me méfie... (il) se trouvera bien d'être maintenu dans une sorte de retraite ». Et lorsque, durant l'été 1973 des tensions s'affirmèrent entre lui et les dirigeants du FUNK, il écrivait, plus amer, au Monde : « Je sais très bien qu'après la libération de Pnom Penh, les communistes n'auront plus besoin de la légitimité de Sihanouk pour imposer leur autorité sur le plan étatique ».

En tout état de cause, il préférerait devenir le Sun Yat Sen du Cambodge — le « père de la révolution dont on promènerait le portrait » — plutôt que le son Tchang Kai Check — le chef du parti contre-révolutionnaire. C'est chose faite : sa statue sera dressée dans la capitale cambodgienne. Après « 30 années de services », il dit aspirer au repos et aux joies culinaires des restaurants parisiens. C'est presque chose faite : le régime lui alloue 2000 dollars trimestriels en considération de l'aide apportée à la victoire de la lutte de libération et le gouvernement français fait savoir qu'il est prêt à accorder un visa au prince.

Khieu Samphan et Ieng Sary, deux des principaux dirigeants khmers rouges, lui succèdent à la tête de l'Etat. Après le refus des « sihanoukistes » de Pékin de revenir dans la capitale cambodgienne, le départ de Sihanouk sanctionne l'hégémonie complète gagnée durant la lutte par le mouvement communiste au Cambodge.

URSS

Procès de Djemilev :

LE PROCES DE TOUT LE PEUPLE TATAR

● Sauver Djemilev de l'effroi des cachots staliniens et son peuple de l'exil !

Mustapha Djemilev est encore vivant ! le journal d'émigrés *le Mot ukrainien*, avait récemment annoncé sa mort à la suite de neuf mois de grève de la faim. Mais nous apprenons de source dissidente citée par l'AFP que son procès s'ouvre aujourd'hui à Omsk en Sibérie. La bureaucratie tient évidemment à étouffer l'affaire dans le

coton des lointaines solitudes glaciales, à l'abri des correspondants étrangers. Mais l'académicien Sakharov a fait savoir qu'il tenterait d'assister au procès.

Militant depuis plus de 10 ans pour le droit des Tatars à retourner sur leurs terres, déportés par Staline

en Asie centrale, à des milliers de km de la Crimée. Depuis plus de 10 ans, Djemilev est constamment persécuté, emprisonné, il a déjà passé 6 ans en prison. Si la bureaucratie s'acharne ainsi sur Djemilev, c'est qu'il est le symbole de la lutte de tout un peuple pour ses droits nationaux. La lutte des Tatars qui dure depuis plus de 20 ans est l'un des plus importants mouvements de masse qu'ait connus l'URSS après la mort de Staline. Dès les années 60, Grigorenko, Ilya Gabai, Kosterine, représentant l'aile gauche de l'opposition se sont engagés à leurs côtés.

Trois jours avant sa libération, le 19 juin 1975, après sa troisième condamnation, on annonce à Mustapha une nouvelle inculpation pour « diffusion de calomnies anti-soviétiques ». Son affaire est instruite par un juge de la chambre d'accusation d'Omsk, Gousselnikova.

Pour la fabrication de cette nouvelle « affaire », les fonctionnaires des organes de sécurité



Mustapha Djemilev

d'Etat comptaient utiliser un co-détenu de Mustapha, Vladimir Dvorianski. Celui-ci refusa de jouer les provocateurs, il rédigea un compte-rendu de sa conversation avec un représentant de l'administration et l'intitula : « déposition ». Faux témoignages, accusations mensongères, mensonges des procureurs. Inculpation qui ne repose que sur des mensonges ! Tout cet arsenal de mensonges pour forcer Djemilev à se taire, pour nous obliger tous à oublier la vérité. La vérité sur la déportation de tout un peuple et pour empêcher ce peuple de retourner dans ses steppes natales, dans ses montagnes, dans ses villages.

Des voix se sont levées pour défendre Djemilev, celle de Plouchitch récemment. Celles de P. Grigorenko, Pissarev, Altounian, vieux bolchéviques, et de bien d'autres en URSS. Nous joignons notre voix aux leurs : il faut sauver Djemilev de l'effroi des cachots staliniens, et son peuple de l'exil.

Sacha Blumkine

aux quatre coins du monde

URUGUAY

● L'ouverture de la nouvelle année scolaire a été marquée par une offensive répressive sans précédent. Dans la ville de Montevideo 40 directeurs d'école (primaire et secondaire) et 13 inspecteurs ont été destitués. Sur le reste du pays on estime à plusieurs centaines les destitutions. Ces destitutions ont été décidées, selon le décret, « pour des raisons d'amélioration du service » ; il est interdit aux destitués d'exercer toute fonction dans les écoles : ils sont donc condamnés au chômage et, comme des dizaines de milliers d'uruguayens à l'exil.

Ainsi, après avoir condamné à l'exil la grande majorité des professeurs et chercheurs universitaires, la dictature civico-militaire commence la destruction systématique de l'enseignement primaire et secondaire.

Quant aux étudiants on exige d'eux de jurer une déclaration dans laquelle ils s'engagent à ne pas participer à des actes politiques, syndicaux et religieux, à dénoncer les étudiants qui y participeraient. De plus, il leur est rappelé qu'ils doivent « utiliser des vêtements et maintenir un comportement personnel en accord avec leur caractère d'universitaire ».

L'Uruguay, pays où l'analphabétisme n'existait pratiquement pas, pays renommé pour la qualité de son enseignement, est en train de rejoindre les pays les plus retardés d'Amérique latine.

USA

● La grève des 400 000 camionneurs, affiliés au syndicat des « Teamsters » qui menaçait de paralyser une bonne partie de l'économie américaine, est virtuellement terminée.

Le secrétaire au Travail, William Usery, a annoncé au cours d'une conférence de presse qu'un accord « avait été atteint entre le syndicat et toutes les associations d'employeurs et qu'il ne manquait plus que la ratification de la base ». Les représentants des camionneurs recommanderont à ceux-ci d'accepter le nouveau contrat de travail, a-t-il ajouté.

Cet accord prévoit une augmentation de salaire de 1,65 dollar par heure, pour une période de trois ans, assortie de garanties supplémentaires et d'une échelle mobile destinée à compenser les effets de la hausse du coût de la vie.



Familles Tatars après leur expulsion de Crimée en 1944.

ALLEMAGNE 1976 : LA CHASSE AUX SORCIERES

Les premières mesures datent, semble-t-il de 1971, date à laquelle les étudiants radicalisés des quatre années précédentes sont arrivés sur le marché du travail. Il ne s'agissait officiellement alors, en restant dans un cadre strictement individuel, que d'empêcher la nomination de professeurs de gauche. Horst Holzner et J. Meyer-Ingwersen, tous deux membres du DKP (Deutsche kommunistische Partei - Parti communiste allemand, tendance pro-soviétique) furent ainsi interdits de fonction. Quelques mois plus tard ce fut le tour d'Ernest Mandel, membre de la direction de la IV^e Internationale, citoyen belge à qui on interdit de venir prendre son poste de professeur associé à l'université de Berlin.

C'est le sénat (gouvernement) de Hambourg qui, en formulant pour la première fois les raisons d'un refus de poste à un membre du DKP, devait donner la base objective à une extension sans limite des mesures de répression : « Le sénat déclare que la nomination à un poste de fonctionnaire d'un candidat qui a des activités politiques dans un mouvement extrémiste de droite ou de gauche n'est pas possible. Ceci vaut tout particulièrement dans le domaine de l'éducation, et lorsque le candidat, membre d'un groupe ci-dessus décrit, y est tout spécialement actif. Le sénat fonde sa décision sur les paragraphes 6 et 55 du code de la fonction publique de Hambourg qui stipulent qu'un fonctionnaire se doit de donner par son comportement général la garantie de partager les conceptions démocratico-libérales du système constitutionnel en vigueur ».

Défendre le système

Quelques mois plus tard, en profitant de la campagne autour du groupe Baader-Meinhof, la conférence des ministres-présidents des Länder accouchait du « décret sur les extrémistes » (28 janvier 1972) définissant l'attitude commune à avoir en la matière : « D'après les lois fédérales et régionales de la fonction publique, ne peut être admis à un poste de fonctionnaire que celui qui, à tout moment, donne l'assurance de défendre le système démocratico-libéral, au sens où le définit la loi fondamentale de l'Etat. Les fonctionnaires sont soumis à l'obligation de défense de ce système, à l'intérieur comme à l'extérieur du service. (...) Un candidat qui a des activités anti-constitutionnelles ne peut être admis à un emploi dans les services publics. Son appartenance à une organisation qui poursuit des buts anti-constitutionnels suffit à fonder des doutes sur sa volonté de défendre à chaque moment le système démocratico-libéral. Ces doutes justifient le refus d'embauche ».

Ainsi donc, était formulé un socle juridique qui permettait dorénavant, non seulement de refuser les candidats « douteux », mais aussi de licencier les fonctionnaires déjà en place. Il va sans dire que n'étaient visés que les militants de gauche et d'extrême-gauche, comme devait le montrer le cas d'Anne Lenhart qui, licenciée de son poste d'enseignement pour son appartenance au DKP, vit son licenciement confirmé par le tribunal administratif fédéral alors

qu'au même moment ce dernier énonçait une décision contraire pour un lieutenant de la Bundeswehr, membre du parti néo-nazi NPD.

extrémistes et « amis d'extrémistes »

Le pas suivant fut le dépassement du critère d'appartenance à une organisation « extrémiste » par le critère de sympathie - réelle ou supposée - avec une telle organisation, puis par les contacts personnels entretenus avec des militants ou des sympathisants des mêmes organisations.

Pour qui a connu l'Allemagne à la fin des années 60 le changement de climat social est net. Les manifestations d'un mouvement de radicalisation fortement ralenti sont certes moins nombreuses, mais c'est au niveau des individus que les changements sont les plus profonds. La crise économique qui raréfie les emplois, les campagnes hystériquement anti-communistes de la majorité de la presse, la pression sociale à la normalisation des individus appuyée sur une police de plus en plus armée et arrogante concourt à distiller dans de larges secteurs de la société une angoisse diffuse.

Une conversation peut suffire

Tous les interlocuteurs soulignent à quel point les mesures de Berufsverbot ainsi que d'autres textes en préparation rendent les gens prudents « Quand on sait ce qu'ils mettent dans les dossiers, on comprend que les gens ont peur », me dit un étudiant. « Tout peut servir pour se voir refuser un poste. Une conversation dans un restaurant, un « suspect » que tu héberges chez toi, une liaison que tu entretiens avec un exclu ». On me citera aussi les ennuis d'une jeune femme professeur dans une école qui, ayant donné pour thème de devoir à ses élèves « aventures de vacances », s'est vue convoquée par son directeur car lors de la remise des copies elle avait parlé de ses vacances passées en Albanie. L'auto-censure règne en maître à l'université depuis que les étudiants se sont aperçus que leurs thèses et travaux étaient soigneusement examinés par les organismes de sécurité en quête d'hétérodoxie. « Trop de citations de Marx dans une thèse suffisent pour être fiché », dit cet assistant de l'université qui a encore la possibilité de faire un séminaire de sociologie marxiste. « Les étudiants surveillent leur langue, surveillent leur plume, et le flic de service surveille tout le monde. Ceux qui viennent dans mon séminaire sont assez téméraires. Comme je suis 'marqué' il faut vraiment qu'ils en aient envie pour venir, à part la petite minorité qui s'en fout ou qui sait qu'elle ne demandera jamais un poste dans la fonction publique. »

La même prudence est de rigueur pour participer à une manifestation ou à un meeting politique. N'a-t-on pas vu un candidat refusé parce qu'il avait participé à une manifestation contre Pinochet appelée par la bureaucratie syndicale, cette même bureaucratie social-démocrate dont les collègues sont au pouvoir à Bonn et dirigent la répression !

(D'EMAIN : LA SECURITE)

de notre
envoyé spécial
G. Marion

2/ LES LOIS D'UN SYSTEME DEMOCRATICO-LIBERAL

L'obscurité juridique qui prélude aux mesures de répression n'est pas le fait du hasard. C'est elle qui permet, par une succession de mesures juridiques partielles, d'impulser une jurisprudence de « contamination ». Il n'existe en effet aucune loi nationale autorisant la procédure de « Berufsverbot » (le Bundestag - parlement - a voté dernièrement une loi qui légalise ces pratiques, mais le Bundesrat - sénat - ne l'a pas encore ratifiée, ne la jugeant pas assez...sévère), seuls existent des décrets divers, pris à l'échelon des Länder, qui se sont mutuellement servis d'exemple. La cour constitutionnelle de Karlsruhe qui a été amenée à trancher certaines des affaires portées devant elle n'a, en général, pas contredit les décisions de licenciement, ce qui a servi comme base de départ pour de nouvelles mesures encore plus draconiennes.

imprecor

Le dernier numéro d'imprecor, organe d'information de la IV^e Internationale, vient de paraître. Il s'agit d'un numéro double (47-48) comprenant un dossier sur « l'URSS après le 25^e Congrès du PCUS » (bilan du brejnevisme interview de Leonid Plouchitch et de Medvedev). On y trouve en plus des articles sur l'Espagne, le Portugal, le Liban et l'Uruguay.

Victoire de la solidarité internationale L'EXECUTION DE TROTTER N'AURA PAS LIEU



A la Martinique, une des manifestations du comité de défense du jeune Trotter.



Jeudi prochain, le 8 avril, un jeune antillais de 22 ans, Desmond Trotter devait être pendu. Assassiné par le colonialisme anglais qui sévit dans son pays, la Dominique, « Etat associé » de la Grande-Bretagne. Exécuté parce qu'il luttait contre la misère et pour la oiberté.

La solidarité internationale vient de le sauver. Provisoirement. Patrick John, Premier ministre de l'île, a décidé de « surseoir » à l'exécution. Trotter vivra donc. Mais cela ne peut suffire : accusé d'un

meurtre qu'il n'a pas commis, condamné sur la seule foi d'un faux témoignage, poursuivi parce qu'il lutte contre le colonialisme, il doit vivre libre. Aux Antilles, en Angleterre, en France, il faut commencer la campagne pour la révision de son procès et, par-delà, sa libération. Nous publions aujourd'hui une interview recueillie lundi 5 avril, à 16 heures, par téléphone depuis la Dominique, de R. Green, un des animateurs du comité dominicain pour la libération de Desmond Trotter.

« IL FAUT MAINTENIR LA CAMPAGNE POUR LIBERER DESMOND » nous déclare au téléphone Ronald Green du « Comité dominicain pour la libération de Desmond Trotter ».

Q. Quelle est la situation de Desmond Trotter ?

R. Le premier ministre de l'île Dominique a annoncé que la condamnation à mort était suspendue ; on ne connaît pas encore la nouvelle sentence, si c'est la prison à vie ou pour 15 à 20 ans.

Une déclaration du principal témoin, affirmant qu'elle avait été payée par la police pour accuser Desmond de meurtre, a été rendue publique.

Q. Peux-tu me dire quelle campagne vous avez développé en Dominique ?

R. Tout d'abord nous avons fait circuler une pétition demandant la clémence pour Desmond Trotter. Elle a été signée par 13 000 Dominicains (sur 72 000 habitants). De plus des organisations, des syndicats ont envoyé des délégations au Palais du Premier ministre ou ont envoyé des pétitions demandant la grâce pour Desmond.

Q. Avez-vous pu faire une campagne publique large ?

Les avocats craignaient que, vu la politique répressive du régime, une mobilisation de masse, durcisse

la position des autorités ; alors il n'y a pas eu de campagne de masse. Ces derniers jours nous avons fait des meetings publics, rassemblant environ 1000 personnes dans des petites villes. Ce soir il y aura un meeting dans la capitale.

Q. Est-ce que la campagne internationale a été utile ?

Oui, cela a fait pression. En Guadeloupe et en Martinique, la campagne a été très forte ; mais au Canada et en Grande Bretagne. Et il faut continuer ; pour demander la liberté immédiate de Desmond.

Après le Conseil de l'Europe

UNE POLITIQUE AU JOUR LE JOUR

Avant même de se réunir au Luxembourg, les membres du Conseil européen laissent entendre qu'aucune décision spectaculaire ne serait prise. Une seule consigne : « Limiter les dégâts ! ». Sous couvert de réalisme, ils illustrent ainsi la paralysie qui frappe l'intégration européenne depuis des mois.

Cette impuissance n'est qu'une manifestation particulière de la crise de la bourgeoisie européenne.

Les conditions posées à ses partenaires par le Chancelier allemand Schmidt révèlent qu'au premier rang des préoccupations du capital européen ne se trouve plus le choix d'un bon « serpent monétaire » ou la définition d'une politique cohérente de relance, mais la recherche de la riposte la plus adéquate face à la montée ouvrière.

Sur ce plan, apparemment, la même incapacité se manifeste. La raison fondamentale n'est pas difficile à trouver. Les hésitations, la désorientation des directions capitalistes traduisent les effets corrosifs sur le système politique bourgeois de la dépression économique, de la crise des rapports sociaux qui l'a précédée et accompagnée et du développement des mobilisations sociales. Dès lors, toute « solution » bourgeoise à la crise sociale et politique actuelle doit être à la mesure de ces bouleversements. Ainsi, toute issue pour la bourgeoisie exige une modification radicale des rapports de force présents. Voilà où se cache la difficulté !

Antérieurement à la récession généralisée de l'économie capitaliste internationale, outre les multiples impasses gouvernementales, s'étaient affirmées la désarticulation des « modèles d'hégémonie » dont s'était servie la classe dominante durant la dernière

décennie. L'Italie, comme la « vieille » Angleterre d'ailleurs exprimaient le déclin accéléré de la démocratie parlementaire. La chute du bonapartisme gaulliste, celle de la dictature salazariste, la longue agonie du régime franquiste éclairaient d'autres facettes de ce phénomène.

Lors de la récession internationale, la tendance de chaque Etat capitaliste à appliquer une politique visant à défendre ses intérêts propres s'est largement confirmée. Et, aucune puissance, au « club » de puissances impérialistes n'a réussi à imposer comme perspective d'ensemble à la bourgeoisie mondiale, la défense de ses intérêts concurrentiels. Ainsi se déclarait la crise de direction internationale du capitalisme.

Aujourd'hui, face à une synchronisation nouvelle des crises politiques et sociales en Italie, en France, en Espagne, au Portugal, depuis le début de l'année 1976, la bourgeoisie multiplie les atomes, les tergiversations.

Le dernier congrès de la Démocratie chrétienne italienne, les flottements du gouvernement Arias Fraga en Espagne, ou encore la réaction de la classe dirigeante française après les élections cantonales traduisent le manque de projet stratégique de la classe bourgeoise. Les réponses au jour le jour sont de mise. L'unité de pensée et de commandement n'existe pas. L'élection hasardeuse du secrétaire de la DC italienne, Zaccagnini, qui était présenté comme le bonaparte et le sauveur de ce parti-régime, en est le symbole. Le temps des De Gaulle est passé !

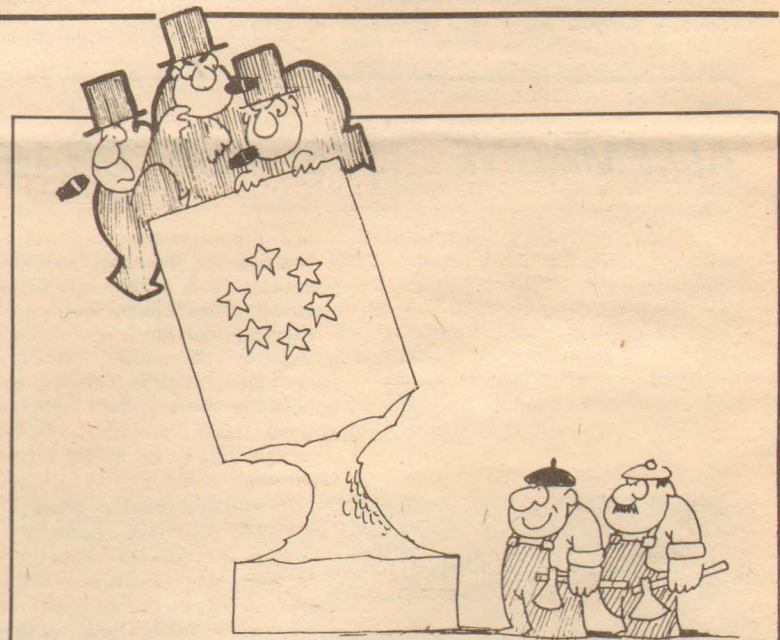
Sur le plan social et politique, en opposition à son aptitude dans le domaine strictement technique de la production, la bourgeoisie a toujours manifesté un certain

empirisme. Mais ceci n'exclut pas, lors de ses « grandes époques » la perspicacité, la capacité affinée par une longue expérience, de riposter avec efficacité aux imprévus historiques. Cette fois, bousculée et surprise par l'ampleur du mouvement de masse, l'habileté de classe se montre de plus en plus oscillante, hésitante, devant le choix d'une riposte adéquate à la montée des luttes ouvrières et des atteintes portées contre le système capitaliste.

L'hésitation est produite par les rapports de force sociaux qui lui sont défavorables et est nourrie par ses erreurs d'évaluation dans cette dernière période, sur l'ampleur des mobilisations sociales.

Spinola et ses compères européens ne s'attendaient pas à la naissance des commissions de travailleurs et de soldats, aux occupations d'usine et au déploiement du contrôle ouvrier. La DC et la Confindustria italienne espéraient que, vu l'effet de frein des directions réformistes et l'impact du chômage, de guerre lasse, la classe ouvrière ne répondrait pas vivement à une attaque économique virulente. Le pronostic s'est avéré erroné. Fraga n'avait pas prévu en Espagne un si rapide essor des mobilisations et des débordements des appareils réformistes qui s'ensuivirent. Il y a un an, en France, nombreux étaient ceux qui, dans les colonnes mêmes du *Nouvel Observateur*, proclamaient que « l'imagination était du côté de Giscard » et non pas de la « gauche » (de la classe ouvrière). Ils en sont revenus !

L'indécision de la bourgeoisie entre l'option d'une politique « dure », d'affrontements, de mobilisations de la « majorité silencieuse », et celle d'une intégration des projets de « front populaire » ou d'« union de la gauche » -



combiné avec le renforcement systématique, à moyen terme, des instruments répressifs militaires et policiers - repose, en dernière instance sur la crainte que 1936 ne se répète. A savoir que l'accession au pouvoir d'un tel gouvernement (Union de la gauche, etc.) dans un climat de montée imminente du mouvement de masse, pourrait ouvrir un processus d'exacerbation de la lutte de classe, d'initiative révolutionnaire de la classe ouvrière et, alors, de **perte croissante de contrôle des appareils réformistes sur des secteurs décisifs des masses laborieuses**. Voilà ce qui réduit essentiellement l'autonomie et la validité « scientifique » des projets les plus subtils pouvant reposer dans les tiroirs ministériels. Voilà où la tactique des politiciens bourgeois trouve ses limites. D'autant plus qu'une solution d'affrontement exigerait, **préalablement**, une démoralisation des travailleurs, sans compter que les mutations sociales durant ces trois dernières décennies rendent problématique dans la conjoncture actuelle ce genre d'opération.

Enfin la bourgeoisie européenne et internationale est consciente qu'une combinaison peut s'établir entre l'éclatement de crises pré-révolutionnaires et révolutionnaires à l'échelle nationale et d'ex-

tension internationale des luttes ouvrières. Cette conjonction comporte une dynamique d'interaction qui donne sa véritable dimension historique à la crise politique et sociale européenne. Les rappels à l'ordre du fringant Schmidt, comme menaces de Kissinger doivent être placés sur cette toile de fond.

Certes, la bourgeoisie européenne penchera sans doute pour utiliser, comme dernière carte, les solutions de type « front populaire » ou gouvernement d'« union de la gauche ». *Le nouvel Economiste*, après les élections cantonales françaises, écrivait en éditorial : « Dans cette seconde hypothèse (perte du prestige giscardien) la France se rapprocherait du profil britannique, voire italien. Celui où seule la gauche serait capable de garantir le minimum de cohérence sociale. » La garantie de ce minimum de cohérence sociale, à savoir la collaboration de classe avec le patronat et la tolérance de l'appareil d'Etat bourgeois de la part des réformistes, risque bien d'être mise en question par une classe ouvrière qui affirme non seulement le besoin d'un autre système social, mais la capacité de le diriger.

Lettre à Rouge d'un camarade du PSU

REPONSE A RENE YVETOT

Dans un article paru le 31 mars 1976 intitulé « Questions au PSU », René Yvetot critique - j'allais dire manipule - un article de Serge Depaquit paru dans TS du 27 mars 76. Après une série de questions qui débouche sur « des élections anticipées », la proportionnelle intégrale - modalités qui ne permettraient pas de sortir du cadre électoral-bourgeois - Yvetot pose le fait du « parti révolutionnaire suffisamment puissant et clairvoyant » puisque « la pratique réformiste accumulée de ces deux partis (le PS et le PC) les feront plutôt basculer de l'autre côté ».

Qu'a à faire le mouvement ouvrier d'un parti révolutionnaire puissant et clairvoyant ?

En son temps, le PC se prétendait révolutionnaire, seule force organisée du prolétariat, avant-garde éclairée, etc. et l'on voit maintenant où une telle définition l'a conduit.

Ce point précis nous mène d'ailleurs à la conception « avant-gardiste » de la LCR qui apparemment ne peut concevoir d'issue à la crise sans la création formelle d'une organisation structurée, hiérarchisée et, bien évidemment, porteuse des aspirations révolutionnaires des masses selon un schéma qui peut-être a fait ses preuves - on peut en douter - mais qui en réalité n'est que la transposition d'un modèle périmé.

C'est oublier un peu rapidement - et René Yvetot l'oublie allégrement - la

notion d'unité populaire que le PSU a formulé au Congrès d'Amiens. Point n'est besoin pour la réalisation de cette unité de la création d'un nouveau parti révolutionnaire. Elle se fait et se défait chaque jour et se reconstruit le lendemain au travers des luttes et le parti ne peut être, alors, que « l'intellectuel collectif » où chacun dans une démarche dialectique vient enrichir l'action de tous.

« Pourquoi ne pas coordonner les luttes sur une plate-forme revendicative unifiante... ? » Pourquoi pas en effet : mais ce n'est certes pas dans un article intitulé « Questions au PSU » qu'il faut soulever ce problème qui tend à laisser penser que le PSU ne tente pas, lui, de coordonner les luttes au niveau national.

L'actualité récente est là pour prouver le contraire, que ce soit au niveau des « Comités de soldats » ou de « l'énergie nucléaire », et il me semble tendancieux de prétendre que ces questions « attendent réponses ».

La réponse que j'attends, quant à moi, d'un homme qui sait si habilement poser des questions aux autres, c'est la définition d'une stratégie de prise de pouvoir qui ne soit pas la copie conforme de conceptions issues de la révolution russe. Nul doute que satisfaction me sera donnée dans un délai aussi rapide que la réponse faite à Depaquit.

Un militant PSU
Michel Cabaret

REPONSE AU CAMARADE DU PSU

Dans son article, le camarade Depaquit polémiquait contre ceux qui se contentent du « schéma commode » du débordement des partis réformistes au pouvoir et qui ne peuvent dépasser les « discours répétitifs » sur un nouveau mai 68. Et s'exclamait-il « Ce prophétisme révolutionnaire peut rassurer les nouvelles recrues mais ne saurait tenir lieu de ligne politique ». A cette polémique, pour le moins caricaturale, je répondais dans mon article qu'il s'agissait, à partir de la mobilisation des travailleurs de poser le problème du débouché politique « en ne se battant pas à coups d'imprécations pour un nouveau mai 68, mais en tenant compte à la fois de la réelle combativité et des illusions électoralistes des larges masses ». D'où découlaient les questions au PC et au PS sur la constitution de 58, les élections anticipées, la coordination et l'unification des luttes. Ces questions s'adressaient explicitement au PC et au PS qui ont la confiance de la majorité des travailleurs et ont obtenu la majorité aux cantonales. Pas au PSU ! Le camarade Michel Cabaret, se trompe donc sur ce point. Une fois donc réfuté l'argument du camarade Depaquit sur l'incapacité « des groupes d'extrême-gauche », le débat essentiel est bien celui de « l'unité populaire ».

Le PSU en intégrant dans cette notion, d'une part l'alliance de la classe ouvrière et des couches populaires et d'autre part l'unité avec les partis réformistes, laisse planer une ambiguïté. Nous avons l'impression que pour le PSU, il s'agit sous la pression du

mouvement de masse unitaire de modifier les bases de l'unité actuelle entre le PC et le PS. Cette modification, aujourd'hui envisageable, serait facilitée demain par l'impossibilité pour la gauche au gouvernement d'appliquer le programme commun. Ainsi le camarade Depaquit semble penser qu'on ne peut prédire ce que feront le PC et le PS, faute de pouvoir appliquer le programme commun. « Rien n'est joué d'avance ». Il laisse ainsi la porte ouverte à l'idée qu'il serait possible de faire basculer si ce n'est le PS, du moins le PC du côté de la révolution. Alors évidemment, « Un parti révolutionnaire suffisamment puissant et clairvoyant » pour proposer à la majorité des travailleurs organisés en conseils un projet cohérent alternatif à la politique réformiste, n'est pas indispensable comme le dit le camarade Cabaret. Au contraire même, la construction d'un tel parti peut devenir un obstacle. S'il s'agit de faire avancer et finalement basculer les partis réformistes du côté de la révolution mieux vaut se constituer en quelque sorte en « aile gauche externe » de ces partis ! Ceci dit, la nécessité stratégique du parti révolutionnaire n'implique pas pour autant pour nous que le parti ne doit pas être un « intellectuel collectif » où « chacun dans une démarche d'initiative enrichit l'action de tous ». Ceci nécessite un débat concret que nous souhaitons poursuivre, en particulier avec les camarades du PSU, sur la conception du pluri-partisme, les rapports entre parti et organisations de masse, le fonctionnement du centralisme démocratique.

R. Yvetot

RENCONTRE CGT-CFDT : RIEN AVANT LE PREMIER MAI

Edmond Maire et Georges Séguy ont donné une conférence de presse, à l'issue de leur rencontre. Georges Séguy a tout d'abord

Edmond Maire et Georges Séguy ont donné une conférence de presse, à l'issue de leur rencontre hier après-midi, en la présence de nombreux journalistes, dont l'envoyé de Rouge quotidien. Georges Séguy a tout d'abord souligné que le mouvement syndical se heurtait à une situation bloquée de la part du pouvoir à laquelle répondait l'actuel mouvement de lutte, nullement découragé par les défections de certains syndicats signataires de contrats néfastes. Il a condamné la politique sociale du gouvernement, stigmatisant les contrats de formation ; et l'a définie comme « une alternance

de démagogie et de répression ». Puis il a présenté la déclaration commune et précisé que la CGT et la CFDT « ne voulant pas contrarier le caractère démocratique des actions en cours » les deux syndicats « appellent à participer massivement à toutes les initiatives, afin qu'elles puissent se coordonner au moment opportun, et à organiser dans l'unité la plus large un grand premier Mai ». Edmond Maire, après avoir également vivement condamné la politique de Giscard, a appelé « au développement de l'unité intersyndicale en appuyant les luttes sur la confiance des travailleurs née du recul de la droite aux cantonales », et à faire que le premier Mai « donne un sens aux luttes présentes et un espoir pour les temps à venir ». Les deux délégations ont convenu d'une nouvelle rencontre pour le 15 avril prochain.

Hier soir à France-Inter

- Séguy : « Ne pas se précipiter »
- Maire : « Il y a un temps pour tout »

Si on vous a bien compris, la musique que vous entendez, qui vous parvient des travailleurs est bonne. Votre problème c'est de ne pas faire de fausse note. Autrement dit : on attend encore avant de prendre l'offensive...

Georges Séguy : (...) Nous constatons que d'une manière générale et à peu près dans toutes les professions, les travailleurs agissent souvent par la grève, l'occupation des entreprises, pour faire aboutir leurs revendications en matière de pouvoir d'achat des salaires, d'emploi, et de conditions de travail, et aussi en riposte souvent à des mesures de répression qui sont prises contre les syndicats et les militants. Nous observons que même dans les cas où le gouvernement et le patronat ont cru pouvoir se tirer d'affaire en suscitant des accords séparés auxquels certaines organisations syndicales comme la Fédération de l'Education nationale et Force ouvrière se sont prêtées. Cela n'a pas eu de conséquences sérieuses pour l'action qui continue, comme c'est le cas dans la Fonction publique.

Et voilà pourquoi, sur la base de ces réactions, nous allons appeler les travailleurs à développer et à renforcer leurs luttes dans toutes les professions.

Pourtant, Edmond Maire, vous êtes réunis avec Georges Séguy. Vous dites que le climat est bon, mais aucune décision n'a été prise aujourd'hui.

Edmond Maire : Pourquoi voulez-vous que les décisions se soient toujours des journées d'action, des initiatives spectaculaires. La décision pour nos deux confédérations, c'est de dire à nos fédérations, à nos syndicats que le moment est venu d'en mettre un grand coup, de donner un effort plus grand aux luttes revendicatives. L'action doit être massive unitaire, et l'unité doit être la plus large possible, y compris avec des organisations qui ont pu signer des accords au rabais récemment. La décision c'est de dire que nous sommes certains qu'il est possible aujourd'hui d'obtenir des résultats, de faire reculer la politique d'austérité. Les décisions c'est de préparer ensemble un premier mai qui ait un sens de lutte pour les libertés, pour l'unité, pour les revendications, et aussi pour préparer des changements plus fondamentaux. C'est donc bien des décisions précises, même si effectivement, il n'y a pas aujourd'hui une initiative plus spectaculaire de nos deux confédérations : Mais il y a un temps pour tout. Nous nous revoyons le 15 avril, et nous en reparlerons le 15 avril.

Si vous n'avez pas pris de décision aujourd'hui, certains diront que c'est parce que vous avez peur d'être débordés par la base, Edmond Maire, comme certains l'ont dit lors du conflit à la SNCF ?

E.M. : Vous savez, on peut se demander quelquefois si une initiative d'action des confédérations, prématurée ou mal placée n'a pas un effet contraire à celui qu'on recherche. Si aujourd'hui par exemple, nous avions décidé que dans les jours qui viennent nous faisons une journée d'action confédérale, il est évident que nos camarades de l'électricité de France, ceux des communaux, ceux des finances, ceux de la métallurgie, pour ne citer que les cas où il y a des journées d'action prévues dans les jours prochains auraient vu leur action professionnelle entravée. Actuellement le développement de l'action professionnelle est efficace. Il se fait bien et d'une façon régulière, normale, largement majoritaire. Alors il est tout à fait souhaitable que cela se développe, et que des initiatives confédérales viennent se placer au moment même où cela sera utile pour coordonner ces actions, pour les relancer, leur donner une nouvelle ampleur...

Implicitement, Georges Seguy, ou Edmond Maire, quand vous envisagez de vous rencontrer à nouveau le 15 avril, cela veut dire que d'ici là vous espérez une montée, une pression plus forte de l'action syndicale. Par conséquent, pourquoi ne pas prendre de décision aujourd'hui, puisque, selon vous, le climat social actuel est mûr ?

Georges Seguy : parce que nous ne voulons pas nous substituer aux responsabilités qui incombent à nos

militants. Nous ne voulons pas confisquer au niveau des branches professionnelles, des fédérations, voire des unions départementales ou régionales la direction de luttes, qui se précisent, se renforcent, se développent, et qui peuvent créer une situation permettant des initiatives d'action de plus grande envergure. Il faut savoir suivre avec attention le développement de l'action, ne pas se précipiter, tout en frappant le fer tant qu'il est chaud.(...)

Je voudrais peut-être pour en terminer vous poser une question à tous les deux : aucune décision n'est sortie concrètement de la réunion d'aujourd'hui, vous avez un rendez-vous, je crois dans 15 jours, et vous voulez faire du premier Mai une démonstration de force des syndicats. Quelle va être la démarche par exemple de la CGT jusque là ? Quel est votre échéancier dans la gradation de l'action revendicative ?

Georges Seguy : c'est la même démarche que la CFDT, puisque maintenant nous avons précisé nos intentions dans un texte commun : nous voulons que partout les militants de nos organisations prennent des initiatives. Il n'est pas exclu qu'à un moment donné les conditions permettent d'engager nos responsabilités au-delà, en envisageant une certaine coordination de l'action à l'échelle nationale. Mais en aucun cas nous ne ferons quoi que ce soit qui puisse être de nature à bloquer tout sur une initiative déterminant une sorte de baroud d'honneur général...

Une nouvelle provocation de Poniatowski : le rassemblement CGT interdit à l'opéra !

Il y a plus d'une semaine que la CGT avait annoncé un rassemblement des usines en lutte sur l'emploi, place de l'Opéra. Et depuis plus d'une semaine, le lieu du rassemblement comme la liste des entreprises qui avaient décidé d'y participer étaient connus de tous.

Pourtant, c'est hier en fin d'après-midi que la Préfecture de police a publié un communiqué expliquant qu'« un tel rassemblement, pendant si longtemps, place de l'Opéra ne manquerait pas de créer aux parisiens des difficultés qu'il paraissait souhaitable de leur épargner »...

On ne connaissait pas à la police une telle sollicitude pour les « difficultés des parisiens » !

Cette décision est en fait une nouvelle manifestation d'arbitraire gouvernemental, une nouvelle attaque contre les droits les plus élémentaires du mouvement syndical. A l'heure où le PDG de Lip menace 900 travailleurs de chômage, à l'heure où depuis des mois et des mois des travailleurs dans des dizaines d'entreprises luttent pour défendre leur emploi, cette mesquine petite provocation donne la peinture du régime.

Il n'est d'ailleurs pas certain que le gouvernement ait pris le risque de cette interdiction si le rassemblement avait été préparé dans l'unité comme il aurait pu l'être par la CGT et la CFDT.

Quoi qu'il en soit, il est peu probable que les choses en restent là. Gageons que les travailleurs qui avaient prévu de participer à ce rassemblement sauront bien se faire entendre aujourd'hui.

F.L.

CAHIERS OCCITANIE ROUGE N° 2

Le numéro 2 des « Cahiers Occitanie Rouge » est paru. Au sommaire de ce numéro : — Larzac, la trajectoire d'une grande lutte

— le goût de la bourgeoisie et les vins dits de qualité — à propos de... « Entreprise viticole et capitalisme en Languedoc-Roussillon ».

Notes : présentation du film de M. Cabirou « Lo Larzac un pais que vol viure ».

S'adresser aux « Cahiers Occitanie Rouge »

34 rue de l'Université
34000 MONTPELLIER

RHONE-POULENC

70 USINES EN GREVE LE 8 AVRIL

La journée du 8 sera marquée par deux manifestations à Lyon et Paris, décidées lors de l'Intersyndicale du 19 mars, et une troisième manifestation à Grenoble décidée par l'UD CGT de l'Isère. Les travailleurs du Roussillon en sont partie prenante.



vie syndicale

NOUVEAU NUMERO DE « SPECIAL-LICENCIEMENTS »

● Les travailleurs de l'Imprimerie Rouennaise ont sorti sur leur outil de travail un nouvel exemplaire de leur journal de lutte. Leur occupation dure maintenant depuis six mois. Au sommaire : une lettre ouverte à Lecanuet, comment le courant a été rétabli après l'intervention auprès des travailleurs de l'EDF, le point sur la lutte et les activités du comité de chômeurs CGT de Rouen. Cette sortie a reçu l'appui de la section locale du Livre CGT.

INTERIMAIRES EN LUTTE

● Dans « Intérimaires en lutte », organe du syndicat parisien des travailleurs intérimaires/CFDT, se trouve analysé le nouveau plan du gouvernement visant à réglementer le travail temporaire. Il déclare : « Face à ces projets et hypothèses, notre position en tant qu'intérimaires CFDT reste inchangée : toute mesure qui ne vise pas à la suppression pure et simple du placement à but lucratif pour redonner sa place au service public, ne peut que se retourner contre les intérêts des travailleurs. » (numéro 63/65, 11.50)

DANS LE PEUPLE

● L'organe officiel de la CGT, Le Peuple, dans son numéro 987, consacre son éditorial à « La politique contractuelle en crise ». Vianet, qui signe cet article, conclut en affirmant « Signature ou pas, les luttes se développeront ». Affirmation correcte mais qui prend tout son sel après le bradage de la grande grève de la SNCF. On peut lire également un article sur la bataille du recrutement « au féminin ». Christiane Altmeyer annonce que « la mise en place du collectif des militantes syndiquées, en liaison avec le syndicat, permettra de développer cette activité vers les femmes ». Ce n'est pas très clair. S'agit-il pour la CGT de noyer le poisson à travers une formule confuse ou bien de reconnaître la nécessité d'une réelle commission syndicale Femmes ? La question mérite d'être posée.

A Roussillon les deux usines préparent le 8

Roussillon : 20 000 habitants, et deux usines Rhône-Poulenc : chimie et textile (2600 travailleurs). La ville est construite autour. Les deux usines se font face, entourées par de vieilles cités ouvrières aux maisons carrées.

Les 515 licenciements, 265 mutations et 75 pré-retraites annoncées à Rhône Poulenc Textile sont le symbole de la mort de cette cité construite par Rhône Poulenc pour ses profits : surtout quand on sait qu'il y a par ailleurs des centaines de chômeurs dans l'agglomération. Le 31 mars, le patron René Gillet refuse l'ultimatum de l'Intersyndicale CGT-CFDT-CGC-FO de la division textile. En conséquence, l'action continue. La prochaine étape c'est le 8 avril. Une chose est sûre : les 800 travailleurs de Rhône Poulenc Textile seront tous en grève ce jour-là, soutenus par les travailleurs de Rhône Poulenc Industrie. En effet, c'est au niveau du trust que cette journée s'organise.

Sur l'usine textile, les travailleurs, fixés depuis longtemps sur les bords du Rhône ne sont pas intéressés par un emploi dans les autres usines du groupe aux quatre coins de la France. Au contraire, ils exigent le maintien de l'emploi sur place et dans l'usine, la fin du blocage des salaires appliqué depuis février, et l'amélioration des conditions de travail, revendication importante, quand on sait que la production se maintient alors que les effectifs baissent.

En face, dans l'usine chimique de RPI, les problèmes sont moins vitaux, mais bien réels tout de même. Face au « dégraissage » appliqué par la direction, les revendications sur l'emploi sont au centre de la lutte. Pour la CFDT, la revendication du temps de travail doit permettre l'embauche de nouveaux travailleurs. Elle revendique la cinquième équipe pour les postés, c'est à dire le semaine de travail de 33 heures 3/5, et l'équivalent pour les journaliers. La CGT maintient sa revendication de « retour aux quarante heures », mais pour elle, la seule issue pour la garantie de l'emploi, c'est la nationalisation du groupe Rhône Poulenc. Cette perspective intéresse tous les travailleurs, et fait l'objet de débats dans la CFDT. Jeudi, les travailleurs de RPI seront dans la rue derrière Rhône Poulenc Textile, pour leurs propres revendications, mais aussi par solidarité.

Pour la CFDT, la journée du 8 est l'occasion d'harmoniser les revendications et les luttes sur tout le trust. Les travailleurs sont favorables aux initiatives sur l'ensemble du groupe ; mais de telles journées ont des limites. La lutte pour le maintien des emplois à RPT se poursuivra après le 8 ; et il est envisagé dès maintenant un durcissement de l'action. Telle est l'essence des propositions de la CFDT : grève de 24 heures reconductibles sur l'ensemble des 17 usines de la division textile.

Correspondants

PEUGEOT BEAULIEU

UNE REPRISE LES POINGS SERRES

● La direction ne cède rien
● Les travailleurs ne rentrent pas à genoux

Hier matin environ 700 travailleurs à la portière 35 assistaient au meeting syndical. Beaucoup de travailleurs étaient restés chez eux, en effet avec les effectifs des deux tournées et les nor-maux, l'usine ne tourne qu'au ralenti. Les chaînes ne fonctionnent pas. Il n'y avait pas de tract inter-syndical, seulement un tract CGT et un tract CFDT analysant tous deux les résultats du samedi comme un recul de Peugeot et appelant à continuer la lutte à l'intérieur, pour s'allier à ceux qui ont repris le travail. Les deux tracts se terminent par un appel à renforcer leur organisation ! La CFDT seule déclare que la poursuite de l'action doit se déterminer en assemblée générale de grévistes. La CGC elle se fait le porte-parole de la direction en justifiant les procédures de licenciements contre les délégués syndicaux.

Les grévistes décident alors de parcourir l'usine pour expliquer la situation à ceux qui travaillent et de repousser à 10 h 30 la décision finale. Une centaine de travailleurs débraye. A 10 h 30 a lieu une intervention du secrétaire CGT qui insiste surtout sur la nécessité de continuer la lutte à l'intérieur. Un vote est organisé à la va-vite sur deux propositions : « rentrer avec de nouvelles formes de lutte » ou « rentrer pour faire la grève sur le tas ». La première proposition est largement majoritaire. Tous rentreront, les grévistes étant bien décidés à imposer la présence de tous les sanctionnés. Parmi les travailleurs les plus combattifs, ce n'est pas le sentiment d'être battus qui dominait mais le sentiment qu'un mois de lutte ça pèse lourd et que ceux qui sont rentrés l'ont fait à cause des difficultés financières et que dans ces conditions il valait mieux éviter une reprise effilochée, le dernier carré risquant ainsi de se couper de la masse. Pour que les manœuvres de Peugeot échouent, pour qu'il n'y ait pas un seul licenciement il faudrait que de « nouvelles formes de lutte » soient proposées rapidement et que les travailleurs soient associés aux décisions.

Ce conflit marque un tournant pour les luttes au pays de Montbéliard. La toute-puissance du maître aura été sérieusement ébranlée par ces quatre semaines de grève. L'objectif que poursuivait la direction en annonçant 45 licenciements, faire rentrer les travailleurs à genoux et casser l'organisation syndicale n'a pas été atteint. Mais il est clair que la formidable combativité manifestée par ceux des Cycles méritait mieux. Un bilan critique de la manière dont les directions syndicales ont mené le conflit devra être tiré par les travailleurs les plus conscients.

Correspondant Beaulieu

en lutte



EGF-BESANCON

● La grève s'est renforcée sur les centres de Lons-le-Saulnier Pontarlier et Besançon à la suite d'un accident de voiture survenu alors que la délégation de Lons-le-Saulnier se rendait à l'assemblée générale à Besançon. Deux grévistes ont trouvé la mort. Le coup a été dur pour leurs camarades réunis en assemblée générale. « Il ne faut pas que leur mort soit inutile il faut durcir le mouvement », entendait-on parmi les travailleurs. Une collecte (un jour de paye chacun) a été organisée au profit des familles des victimes.

La grève est partie pour s'opposer au passage de travaux au privé. Elle est menée par l'Intersyndicale FO, CGT, CFDT. A quelques jours de la journée d'action du 7 avril, cette lutte prend une signification particulière ; elle montre que le personnel EGF est mobilisé et qu'il est possible de proposer autre chose qu'une journée de 24 h, seule perspective avancée aujourd'hui par les Fédérations.

Correspondant

GEORGES (AMIENS) REPRISE DU TRAVAIL

● Après un mois de grève les travailleurs de chez Georges vont reprendre le travail. Reprise la rage au cœur car, si certaines revendications (200 F pour les OS, 170 F pour les OP) ont été obtenues, l'addition est lourde pour les grévistes. Les conditions dans lesquelles a été votée la reprise amènent de nombreux travailleurs à se poser des questions. Pourquoi le permanent de l'UD-CGT a-t-il fait voter la reprise alors que la moitié du comité de grève était retenu en dehors de l'entreprise par le problème des inculpations ? Pourquoi, contre le vote d'une assemblée générale des grévistes, le comité de grève n'a-t-il pas participé aux négociations ? Le patron, lui, en a profité : 5 mises à pied licenciement du délégué CGT.

Et France-Picardie, le Parisien libéré local, réclamait il y a quelques jours la peine de mort pour les séquestrations avec blessures et s'élevait contre « le banditisme social ». Deux jours après il titrait « Le patron de Georges séquestré, déclare : j'ai été maltraité ». A Georges, la lutte continuera pour la réintégration du délégué.

Correspondant

● Hispano-Messier (Montrouge) : Fin de l'occupation. Après six semaines de luttes chez Messier, la direction (qui a employé tous les moyens pour briser la grève, s'appuyant sur les cadres, la CGC et FO) a obtenu un jugement en référé ordonnant l'ouverture des portes pour hier, lundi 5 mars. Malgré cela, il y a eu très peu d'ouvriers à reprendre le travail. La section CGT a tenu deux assemblées de grévistes pour envisager les suites de l'action, la direction se refusant à toute négociation avant le mois de Mai.

Correspondant

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).

LIP COMME UN CRISTAL QUI MEURT...

Cette fois les revanchards croient pouvoir crier victoire, le PDG Sargeuil annonce « la cessation d'activités de LIP »... autrement dit la liquidation de l'entreprise et la mise sur le pavé de 900 salariés qui pendant plus d'un an les ont nargués...

L'insolence ouvrière des Lips avait fait frémir de peur le patronat certes mais avait aussi ravi des millions de travailleurs qui s'étaient reconnus dans ses gestes d'ouvriers reprenant la production au compte de la lutte. Aux licenciements ils avaient tout simplement répondu non ! Et pour des millions de travailleurs ces trois lettres, LIP, étaient devenues le symbole d'une insolence ouvrière devenue possible, d'une possibilité de lutter, ensemble et différemment. Car Lip c'est aussi l'image d'une communauté de lutte, l'image de travailleurs se réunissant chaque jour et parfois même deux fois par jour pour discuter et décider. Des commissions, un comité d'action, bref une démocratie ouvrière aux formes différenciées qui brusquement devient connue à une échelle de masse. Car Lip pour beaucoup, c'est deux, trois, hommes ou femmes, travailleurs, comme eux, venus dans la ville expliquer avec des mots de tous les jours ce qu'ils faisaient, comment ils avaient pris la décision de produire, de vendre, et de se payer, c'est Lip Unité enfin le 1^{er} journal d'une lutte, diffusé dans des centaines d'entreprises.

Car Lip a permis effectivement qu'à une échelle de masse soient assimilées de telles leçons. Et depuis on a vu combien ces mois avaient une influence dans les autres grèves sur l'emploi : regardons la multiplication d'occupations, de remises en marche, partielle ou non, de vente de journaux de lutte !

Aujourd'hui la liquidation de Lip n'est donc pas simplement l'affaire d'une crise de l'horlogerie française, mais c'est aussi un acte politique, celui de liquider et de tuer cet espoir qui avait permis à beaucoup de tenir, d'espérer et de croire à une victoire ! C'est en ce sens que comme il y a trois ans, Lip est effectivement l'affaire de tout le mouvement ouvrier. En décidant de se retirer les actionnaires ont aussi décidé de faire la peau des Lips, ont décidé de tuer cette fleur enfouie au cœur de ceux qui avaient suivi pas à pas la lutte, qui avaient débrayé au lendemain de l'invasion des « martiens » dans l'usine, qui maintenant encore ressentent cette liquidation comme un défi lancé à la classe ouvrière toute entière.

Dès hier les Lips ont montré qu'ils allaient lutter, une assemblée générale, des groupes de discussion, bref « 900 cerveaux au travail » pour discuter de cette nouvelle lutte.

Aujourd'hui on veut faire la peau de 900 Lips, l'ensemble du

mouvement ouvrier doit discuter de la riposte et des mots d'ordre nécessaires pour que ne soit pas

assassiné ce qu'ont été et ce que sont 900 travailleurs, ces 900 Lips...
Suzette Triton

« PAUVRES SUREMENT, MAIS PAS SI CINGLEES QUE ÇA ! »

A l'usine « Tricot vieille tour » à Latresne, près de Bordeaux, les 35 ouvrières et les deux ouvriers occupent jour et nuit leur usine pour empêcher toute tentative de déménager les machines. Cette décision a été prise unanimement et spontanément après la mise en liquidation de l'entreprise.

Plus personne ne rentre sauf ceux qui occupent et ceux qui viennent apporter leur soutien. Dimanche dernier, la femme du patron se pointe pour venir chercher « des affaires personnelles ». Pas question : « Si vous avez oublié un paquet de cigarettes ou un stylo, on va vous le faire passer ». Réponse : « Pauvres cinglées ! » Pauvres sûrement, mais pas si cinglées que ça !

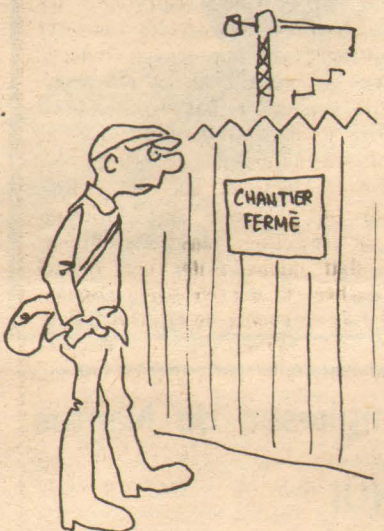
Pauvres sûrement : le taux horaire de ces ouvrières non mensualisées est d'environ 8,20 F ; soit des mensualités de 1250 à 1370 F. Leur faillite à elles dure depuis longtemps.

Mais pas si cinglées que ça ! : Pour la plupart, c'est leur première grève. La section syndicale (34 syndiqués sur 37) date du début de la lutte.

Bâtiment

Paris
Toulouse
Besançon
Cherbourg...

ALLER PLUS LOIN



QUAND LE BÂTIMENT VA...

Depuis quelques semaines, des luttes importantes se déroulent dans le bâtiment : le 18 mars, une grève nationale, appelée par les syndicats CGT CFDT, FO, CFTC, connaissait une forte participation. A Paris, une manifestation de 10 000 travailleurs (dont près de 40 % d'immigrés) défilait du Trocadéro aux Champs Elysées ; les revendications portaient sur la réduction du temps de travail, l'abaissement de la retraite et les classifications, ainsi que sur les conditions de travail et la sécurité. A Toulouse, depuis le 18 mars, ce sont 37 entreprises de la ville et de ses environs, qui sont en lutte. De nombreux chantiers sont arrêtés. A Besançon également, plusieurs entreprises du bâtiment sont en grève, notamment sur les salaires. A Cherbourg, une journée de rassemblement est prévue le 3 avril, à l'appel de la CGT.

Le Bâtiment et les Travaux publics, ce sont 1 800 000 travailleurs répartis dans quelques 300 000 entreprises : la plus grosse concentration étant la région parisienne avec 400 000 travailleurs pour 20 000 entreprises. Mais le BTP, c'est aussi 30 à 40 % de travailleurs immigrés (dans le gros-œuvre, ils sont 70 %).

Au niveau économique, l'industrie du BTP se place avec la transformation des métaux, au premier rang. Près de 150 milliards de chiffre d'affaire par an, dont la moitié est réalisée par seulement 80 entreprises... Voilà pour le décor !

frappés de plein fouet par la crise

Le BTP a toujours été un secteur de la production relativement retardataire, il a entrepris sa mutation industrielle beaucoup plus tard que d'autres industries. Aujourd'hui la crise économique frappe de plein fouet, des entreprises d'envergure nationale ont dû fermer leur porte : Astre, Thireau-Morel, Bacci, etc. ; c'est par milliers que les travailleurs se retrouvent au chômage (15 % de la profession), et comme par hasard, ce sont les immigrés les plus touchés. Sur Paris, 73 % des demandeurs d'emploi dans le BTP sont des immigrés.

Les trompettes de la relance ont pu sonner un temps aux oreilles des patrons (principalement ceux des TP), mais le bout du tunnel est encore loin. Giscard préfère maintenant envoyer Stoleru-le-manuel et Durafour-la-sécurité : les travailleurs ne tomberont pas dans le panneau, ça n'a pas d'importance, on s'offre les hochets qu'on peut !

Ceci dit, la situation des travailleurs du BTP, n'est guère brillante ; mis à part les risques de licenciement pour fin de chantier, il y a les salaires et les conditions de travail.

50 heures par semaine

Les patrons proposent une valeur du point à 12 F (mini soit 1440 F/40 h), alors que les organisations syndicales demandent 17 F. De plus, depuis le 27 février, toutes les négociations sont rompues... il est vrai que les travailleurs peuvent arrondir leurs fins de mois : on ne fait guère moins de 45 à 50 h sur les chantiers... et puis aussi il y a les primes quand on travaille à la tâche, au rendement, voire aux pièces. Pour l'hygiène, et la sécurité, les patrons font ce qu'il faut : 825 morts et plus de 34 000 blessés par an. Dans bien des cas, les règles les plus élémentaires ne sont pas appliquées, il paraît que ça coûte cher ! Quand par-dessus tout ça on ajoute le petit chef hargneux et raciste, on n'a encore qu'une faible vision des conditions d'exploitation des travailleurs du BTP.

aller plus loin

C'est dans ce cadre que s'inscrivait la journée d'action du 18 mars. Elle aura été un test pour les mobilisations syndicales : comme à l'habitude, les mobilisations ont été beaucoup plus importantes en province qu'à Paris. La faible implantation syndicale n'explique pas tout. Pour la CGT et la CFDT, il s'agit surtout de faire pression sur le patronat afin de demander l'ouverture de négociations nationales (l'Humanité du 19/3, Syndicalisme Hebdo du 4/3). La question de la centralisation et de la coordination des luttes n'est pas posée. Il est pourtant possible d'aller plus loin en mettant en avant des mots d'ordre mobilisateurs, tout particulièrement sur la réduction massive du temps de travail. Des questions qui dépassent la seule branche du Bâtiment-Travaux publics.

A. Freycinet,
Correspondant Bâtiment

en lutte



CHERBOURG L'EXEMPLE DE L'UIE

● Un nouveau conflit vient de démarrer dans la métallurgie locale, après ceux de l'UIE et de Babcock. A chaque fois, les mêmes formes de lutte apparaissent, suivant l'exemple donné par les grévistes de l'UIE qui remirent dans la tradition locale les piquets de grève offensifs, la participation du plus grand nombre possible de grévistes aux décisions, la violence des travailleurs contre celle des patrons.

Au début de l'année, les débrayages se succédèrent pour faire aboutir des revendications salariales. Le patron des établissements Simon Frères répliqua par un licenciement de 56 ouvriers. Le contre-coup de ces licenciements est maintenant là, après la voie ouverte par les précédentes grèves. Du coup le cahier revendicatif est lourd : salaires, classifications, primes, etc. Le mercredi 31, un vote à bulletins secrets décidait la grève. La réaction patronale fut de déclarer que tout ça c'était des gamineries. Aussi, dès le lendemain, une imposante barricade était érigée spontanément pour répliquer au patron et lui prouver la détermination des grévistes. La direction changea de ton, mais sans pour autant céder. Trois délégués (deux CFDT et un CGT) sont traduits devant le tribunal qui ordonne leur expulsion à partir du lundi 5.

Les grévistes, pour renforcer alors le rapport de force appellent, par le biais de leur section syndicale, la population à discuter avec eux durant le week-end, auprès du piquet de grève maintenu en permanence et organisé en 3 X 8. Un conflit qui peut donc durer et qui témoigne d'une combativité grandissante après les cantonales.

Correspondant Cherbourg

● Manifestation du personnel des usines Dassault mardi à 10 h devant l'immeuble de « Jours de France » sur les Champs Elysées à Paris, propriété de Marcel Dassault. Y participeront les usines de Boulogne, St Cloud, Vélizy, Villaroche.

Correspondant

● Le Prisunic Champs-Elysées continue presque quotidiennement des grèves tournantes. Un comité de grève a été constitué. Apportez votre soutien à la caisse de grève.

Correspondant

● A la SCET, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, une semaine d'action est organisée par la CGT et la CFDT. Sont prévues des grèves et des manifestations contre les atteintes aux droits syndicaux et pour une augmentation des salaires.

Correspondant

ALSACE QUI SE BAT ... ALSACE QUI SE DEFEND...

Strasbourg

QUAND LA CASERNE FAIT PEAU NEUVE...

Communiqué du comité de soldats du 12^e RA de Strasbourg

Après la diffusion du N° 2 de « Pas de quartier », journal du comité de soldats du 12^e RA de Strasbourg, la hiérarchie militaire a cette fois sérieusement paniqué. Rendez-vous compte, quelques jours avant l'arrivée d'une délégation parlementaire en visite dans la caserne, la sortie d'un journal contenant une « lettre ouverte à un parlementaire membre de la commission de Défense nationale » (cf Rouge N° 5) risquait de provoquer des remous tant chez les parlementaires que chez les appelés !

On a donc mis le paquet. La Sécurité militaire est « descendue » en hâte de Mulhouse et de Paris. Interrogatoires, menaces. Deux soldats, Enaf et Chambon mutés de Thionville et Sedan parce que suspects d'appartenir aux comités de soldats y existant, ont été mutés à nouveau arbitrairement, sans preuves sur la base de simples présomptions. Il faut dire que Chambon avait une semaine auparavant écrit un texte sur les manoeuvres pour la « Gazette » (bulletin officiel du régiment dans lequel il dénonçait le

gâchis que celles-ci constituaient. Bien qu'expurgé, le texte se terminait par « 20 millions d'AF (prix des obus tirés), ça fait 12 allocations vieillesse pour un an ». Le texte, on s'en doute, a eu beaucoup de succès auprès des appelés et des sous-officiers. Cela, la hiérarchie ne l'a pas pardonné.

Le comportement de la S.M. est tellement bovin qu'elle devient le sujet de conversation et de risée favori des soldats. Certains sont soupçonnés pour les motifs les plus bidons : « avoir eu l'air heureux lors de la sortie du premier tract », etc. Mais à ce compte là, c'est toute la caserne qu'on devrait mettre au trou !

Ces messieurs de la S.M. craignent une manifestation le jour de la venue des parlementaires. On avait fait mettre tout le monde en treillis satin (c'est plus esnétique), les cuistos étaient de blanc vêtus, une des deux salles de l'ordinaire-devenu pour un jour le « ra-ordinaire-avait été repeinte (l'autre salle n'était pas prévue pour la visite), les panneaux d'affichage se

sont miraculeusement remplis d'informations sur les commissions, les clubs, etc. Une caserne modèle, quoi ! Les contacts directs entre les parlementaires et les bidons ont été des plus réduits et toujours sous la surveillance du lieutenant colonel Longueval, commandant du régiment. Un des sénateurs aurait eu ce mot : « on n'est pas dupes », eh bien, espérons-le, d'ailleurs le comité a envoyé à de nombreux députés le numéro 2 de « Pas de quartier ».

Et puis il y a eu la simulation d'un exercice de batterie de tir, on a d'ailleurs omis de dire qu'au cours des récentes manoeuvres un obus est tombé à 150 mètres d'un village (on s'était trompé de charge !). C'est, dit-on, par la télévision que le haut commandement a appris la nouvelle !

Tous les interrogatoires avec emploi des méthodes psychologiques rappelant d'autres temps (longues attentes, passage d'un interlocuteur menaçant à un interlocuteur « compréhensif » puis à nouveau menaces, etc.) n'ont rien donné.

Ceci constitue au contraire une expérience supplémentaire pour l'ensemble des soldats, expérience de l'arbitraire et de l'imbécilité de la hiérarchie militaire et de la « justice » du même nom. La « discipline de fer » que nous a promise Longueval ne fera que renforcer la combativité des soldats ; c'est un mauvais calcul que de croire la répression susceptible de venir à bout du comité et de la combativité, c'est au contraire sur ce terrain que les luttes se développeront !

Plus que jamais, nous lutterons pour nos revendications - pour une solde égale au SMIC, - les transports gratuits - un mois de détente, - les droits d'expression et d'organisation au sein de la caserne.

— Non aux brimades ! au cours des dernières manoeuvres, un soldat exaspéré par l'attitude fascisante du capitaine (ex-para-commando) a voulu se suicider en se projetant sur un mur ; à son retour d'hôpital il purgera 40 jours de trou... un détail il devait être libéré cette semaine après plus de six mois de rabio !!

5 ans après

RICHARD DESHAYES CONTRE LA VILLE DE PARIS

Richard Deshayes raconte : « J'entends un appel derrière moi et les cris d'une fille que les policiers tabassent. Alors je me retourne, et puis plus rien. Je reprendrai connaissance à l'hôpital. On me dit que j'ai reçu en pleine figure un projectile tiré sur moi par un policier au moyen d'un fusil lance-grenades. J'ai le visage enfoncé, un oeil éclaté qu'on m'enlève aussitôt, l'autre est déchiré. Je n'ai plus de nez, la mâchoire et les dents sont brisées, soit en tout quarante fractures de la face ».

C'était le 9 février 1971, à Paris. Le Secours rouge avait appelé à une manifestation. Aucun incident jusqu'à ce que les flics bloquent le parcours et, presque immédiatement lancent la charge, d'une violence inouïe, brigades spéciales d'intervention en tête, doublées de tirs de grenades, souvent en tirs tendus. Dérubade, panique, ratonnades...

Le même jour, après la charge, les flics de Marcellin arrêtent le lycéen Gilles Guiot ; et puis quelques heures plus tard notre camarade Alain Vatteville.

Pour protester contre cette furie policière, les rues se remplissent. On voit dans Paris les plus importants cortèges jeunes depuis 1968. Le visage mutilé de Richard ne peut être ignoré par personne, reproduit qu'il est sur des affiches que brandissent des milliers de manifestants.

Plus de cinq ans après, où en est l'affaire sur le plan judiciaire ? Au terme d'une enquête

dont on peut apprécier la méticulosité (elle a duré plus de trois ans !) Le juge Bernard en vient à inculper le policier Le Floch pour « blessures involontaires ». Curieuse inculpation. Car le tir tendu de Le Floch, c'est démontré, était parfaitement volontaire, et les coups de crosses qui ont achevé de dévisager Richard ne sont, il est permis de le penser, pas tombés au hasard d'un « présentez armes ».

Mais à quoi bon ergoter, puisque Le Floch aussitôt inculqué a été amnistié par la grâce de l'élection présidentielle. Le procès se joue donc maintenant, par la subtilité d'un de ces tours de passe-passe dont le droit bourgeois a le secret, entre Richard et la Ville de Paris. Il s'agit d'un procès de « partage des responsabilités ». Richard l'explique : « L'avocat du Préfet de police va faire son possible pour démontrer que je n'ai pas volé ce qui m'est arrivé et que j'en suis en quelque sorte le premier responsable ». Il a des chances d'y parvenir. La « jurisprudence Charonne » est là pour rappeler que des manifestants assassinés par des flics peuvent être considérés comme co-responsables de leur assassinat.

Le procès de Richard contre la Ville de Paris aura lieu demain à la première Chambre civile du tribunal de Paris. L'attitude de la magistrature face aux exactions policières pourra là être évaluée très précisément.

J.F. V



Affaire des capotes anglaises de Nantes

VERDICT AUJOURD'HUI

POUR LES EDUCATEURS « PERVERS »

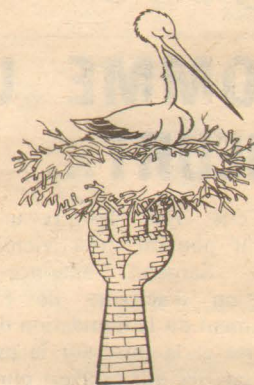
Les éducateurs en prévention de Nantes, accusés d'« excitation de mineurs à la débauche » pour avoir fourni des préservatifs à des jeunes au cours d'un week-end dans la région nantaise, connaîtront le verdict aujourd'hui. Nous avons reçu à ce propos le communiqué suivant :

« A midi et à 14 h ce lundi, à l'appel du Comité de soutien parisien aux inculpés de Nantes, quelques dizaines de militants ont débauché la jeunesse lycéenne devant les lycées Paul Valéry, Honoré de Balzac et Henri Bergson.

Des tracts, panneaux, capotes anglaises gratuites ont été largement diffusés. Le pouvoir, et la réaction laissent faire la pornographie et les sex-shops, mais envoient leurs flics protéger la bonne moralité des petits lycéens : altercation, relevé d'identité, amendes, etc. Europe 1 et RTL présents sur les lieux ont donné l'information.

Cette action s'inscrit dans la lutte pour la levée de toute inculpation des éducateurs nantais dont le verdict sera prononcé aujourd'hui ».

Correspondant



KLAPPERSTEI 68

MEUSUEL D'INFORMATION ALSACIEN

André Bord accuse

Giscard en Alsace

Le candidat « fédéraliste » de Habsheim répond aux accusations lancées contre lui

UNE MANIFESTATION ORIGINALE

Avec le printemps, le retour des oiseaux migrateurs

Klapperstei 68, « mensuel d'information alsacien » vient de publier son numéro d'avril 76. En un mois, il s'est passé bien des choses en Alsace : une vague d'oiseaux migrateurs est annoncée en première page : « On a pu admirer de discrets « Durafouris travillibus », des « galevons sud-govis » au cri mélancolique, des « lionalis Stoleribus » planant majestueusement au-dessus des usines. Et même, événement rare, on a pu apercevoir un « Valéris Giscardus Destiny » glorieux rapace solitaire terreur des petits oiseaux. Il y a eu aussi les cantonales, occasion pour certains candidats de faire étalage de racisme, comme le régionaliste Martin Johan qui déclarait : « Un problème très sérieux est de faire stopper immédiatement l'immigration massive de toutes sortes d'étrangers et races. Car avec eux, s'infiltrent des parasites, des agitateurs, des individus qui rendent notre région et canton dangereux ». Et le rédacteur de commenter : « Le mouvement régionaliste alsacien est une réalité complexe et mouvante, ce qui est normal. Mais ceux qui sont réellement pour une démocratie régionale authentique c'est-à-dire au profit du peuple alsacien et non au profit des notables locaux ont intérêt à prendre nettement leurs distances par rapport à certaines tendances ».

La région a son grand journal « L'Alsace » écho bienveillant pour notables et patrons. Dans K. 68 les cheminots répondent au rédacteur de l'Alsace qui considère les roulants comme des cheminots privilégiés. Dans K. 68, un lecteur de l'Alsace s'indigne du rapport d'une réunion d'anciens combattants de la vallée de la Doller.

Dans K. 68, vous trouverez aussi tout ce qu'on ne trouve pas dans l'Alsace : la répression à Peugeot Mulhouse dénoncée par un militant CFDT, les accidents de travail dans les gares, la condition des ouvriers du bâtiment, un témoignage de racisme et de mépris à l'égard des chômeurs à l'hôpital Hasseurain, des informations pour les chômeurs et futurs chômeurs, la dénonciation d'un refus d'avortement à l'hôpital Hasseurain (encore lui) par le groupe femmes de Mulhouse, etc. Vous apprendrez ce qu'est l'action d'un GAM (groupe d'action municipale). Informations, échos des luttes, rendez-vous, dénonciations, le numéro d'avril de K. 68 prouve une fois de plus l'outil de lutte indispensable que constitue la contre- presse régionale.

école

Appel des étudiants d'Amiens à une coordination nationale le 10 avril

« DES DEBATS AUSSI LARGES QUE POSSIBLES SUR LES REVENDICATIONS »

Dans la plupart des universités des assemblées générales se sont tenues hier, lundi 5 avril. Parfois, elles étaient préparées par des réunions de comités de grève, vendredi ou samedi dernier. Dans d'autres cas, des « préavis de grève » avaient été votés avant le départ en vacances. Par la grève immédiate ou sous des formes différentes, le mobilisation étudiante reprend. Annoncée au rassemblement national du 18 mars, la coordination nationale du samedi 10 avril, à Amiens sera l'occasion de faire le point sur cette première semaine et de définir des perspectives pour celles qui suivront.

Nous publions ci-dessous l'appel à cette coordination tel que l'a voté le 19 mars dernier la coordination des comités de grève de l'Université d'Amiens.

Après la manifestation nationale du 18 mars qui a montré la détermination et la volonté de lutte des étudiants, il est plus que jamais nécessaire d'offrir des perspectives claires et mobilisatrices pour l'après-Pâques. Le développement des grèves ces dernières semaines, aussi bien à Paris qu'en province, montre l'urgence d'une nouvelle coordination nationale. Son rôle sera de centraliser les luttes étudiantes et de leur donner des objectifs et des plate-formes d'action unifiantes qui rassembleront toutes les facultés en lutte et en grève.

Néanmoins, - les coordinations de Nantes et Tolbiac l'ont prouvé - l'unité du mouvement étudiant n'est

possible que si cette coordination présente toutes les garanties de démocratie et de représentativité. C'est pourquoi Amiens n'accepte d'organiser cette coordination que dans la mesure où les propositions de la coordination des comités de grève de l'université de Picardie sont acceptées dans toutes les facultés.

Nous réclamons donc que seules les facultés en grève à la date du 10 avril aient un vote décisionnel. Nous pensons que la bonne formule serait 5 mandats par université en grève et un mandat par UER en grève quand toutes les autres ne le sont pas, sans que l'ensemble des mandats ne puisse dépasser les 5 maximum par

université. les UER devront agir en conséquence.

Nous pensons d'autre part qu'il est souhaitable que chaque université prépare cette coordination par des débats aussi larges que possible sur les revendications à avancer et par l'envoi de délégués sur des mandats précis. En cas de positions divergentes ou contradictoires, nous souhaitons que l'élection des délégués tienne compte des diverses tendances représentatives. Enfin, la coordination des comités de grève de l'université de Picardie ne tient pas à imposer un diktat mais n'accepte d'engager sa responsabilité que si ces garanties démocratiques sont acceptées par l'ensemble des facultés.

femmes

Groupe femmes « Sciences-Po »

« NOUS NE VOULONS PLUS ETRE DES FEMMES-ALIBI... »

L'Institut d'Etudes Politiques « Sciences-Po » est un bastion de la bourgeoisie et par conséquent de la phalocratie. Les femmes y sont, comme partout, opprimées d'une manière évidente et permanente, mais aussi d'une façon particulièrement insidieuse.

Les femmes « maître de conférence » sont rarissimes et cantonnées dans des matières annexes (langues). D'autre part, il y a seulement 30 % d'étudiantes à Sciences-Po, reléguées dans des sections « dépotoirs » qui donnent un diplôme dévalorisé sur le marché du travail. Une diplômée attend quatre mois de plus qu'un diplômé avant d'accéder à son premier emploi, toujours nettement sous-payé et sous-qualifié. Cruelle déception pour celles qui se voyaient déjà au Conseil d'Etat ou diplomate !

Il est d'ailleurs significatif que 75 % des femmes de Sciences-Po soient issues de la catégorie sociale la

plus privilégiée (hauts fonctionnaires, professions libérales). D'où l'image de la femme qui a « fait Sciences-Po » : loden, sac hermès, collier de perles, et soupçon de Givenchy, et celle des mecs, toujours galants et prévenants, qui lui cèdent le passage et la débarrassent de son manteau. La féminité, telle qu'on l'entend à Sciences-Po, est synonyme d'impotence : la gym n'est pas obligatoire pour les filles. Il faut croire que cette impotence s'étend à nos capacités intellectuelles puisque les attitudes des maîtres de conférence, indulgents ou condescendants, reflètent leur mépris. Ce comportement est ressenti comme tel par 90 % des femmes qui ont répondu au questionnaire proposé par le Groupe femmes.

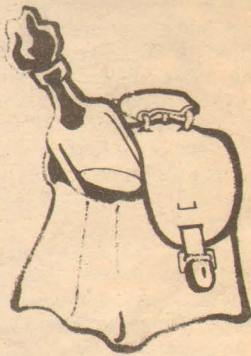
Ce groupe femmes, qui existe depuis un an, a une audience de plus en plus large et regroupe des femmes de toutes les tendances (I.C.R., U.E.C., P.S., UNEF, M.A.R.C.) et plusieurs

inorganisées. Le groupe femmes lie une réflexion propre au groupe à l'intervention sur l'Institut : diffusion massive d'un questionnaire réservé aux femmes, organisation d'un système de prêt de livres etc. Pour la première fois, dans l'AG, contre la réforme du 2^e cycle, regroupant 150 étudiants (beaucoup pour Sciences-Po) le groupe femmes a introduit et fait reprendre en charge ses mots d'ordre spécifiques, qui ont été intégrés à la plate-forme de lutte des étudiants :

- allocation d'étude pour tout étudiant ou étudiante qui a un enfant à charge
- création d'une crèche
- création d'un centre d'information orthogénique

Voilà la preuve que les femmes de Sciences-Po ne sont pas toutes des Giroud en puissance, et qu'elles luttent contre l'image qu'on se fait d'elles : celle de la femme-alibi.

Groupe femmes Sciences-Po



A NOS CORRESPONDANTS

Pour que demain, Rouge puisse rendre compte précisément des décisions prises par les assemblées générales étudiantes sur la poursuite de leur mouvement, téléphonez au journal vos informations, aujourd'hui avant 16 heures.

armée

Les bidasses à Ouessant :

« Fous pas les pieds dans cette merde... »

Le bidasse est, on le sait, l'arme numéro 1 du Plan Polmar, destiné à nettoyer les plages, grèves, rochers de la région d'Ouessant si esthétiquement envahies jusqu'au moindre recoin par le mazout de l'Olympic Bravery.

Ça dure depuis des jours et des jours. Petite pelle et petit seau à la main, les 83 appelés du 123^e Régiment de Génie d'Angers encadrés par 3 officiers et 8 sous-officiers (faut ce qu'il faut !) ramassent le mazout... qui se déverse à raison de cinq tonnes par jour. Il faudra environ deux mois, si tout continue à ce rythme pour venir à bout de la marée noire, comme le remarque avec pertinence le capitaine Masson, responsable de la manoeuvre. « Il faut avant tout préserver le moral » On comprend sa préoccupation ; au début de l'opération, les bidasses ont apprécié tout ce qu'elle introduisait de rupture dans leur routine militaire. Presque une partie de campagne. Comme on s'en doute l'accueil sympathique des habitants d'Ouessant arrangeait bien les choses. A la longue les choses ont un peu changée. Huit heures de travail par jour, à piétiner dans la vase glissante ou le mazout, à faire la chaîne pour porter des containers

de 35 kilos remplis de mazout, passer devant le toubib tous les matins pour se faire examiner, tout ça n'est pas très gai. Et les gars ont beau prendre les choses avec humour (« c'est l'année de la revalorisation du travail manuel »), ils font aussi les comptes : non seulement ils sont complètement crevés, mais en plus il a fallu attendre 15 jours pour avoir un quartier libre de week-end. Et tous les matins, il y a autant de mazout.

On peut sourire devant une telle absurdité. On peut s'indigner du rôle qu'on fait jouer à ce contingent, ces braves petits gars taillables et corvéables à merci tellement pleins d'enthousiasme quand ils pataugent dans le mazout. Mais pas au point d'oublier le fond de l'affaire : cette manière qu'a le pouvoir d'utiliser la troupe en cas de « catastrophe naturelle », de la mêler à une affaire civile.

Certes, à Ouessant l'armée ne brise aucune grève. « Nous faisons là oeuvre de salubrité, pourrait très bien déclarer un officier d'encadrement, c'est du civisme et le bon sens populaire ne s'y trompe pas ». Mais malheureusement, cette déclaration qui pourrait s'appliquer à Ouessant s'applique en fait à l'intervention forcée du contingent pen-

dant la grève des éboueurs de novembre 1974. Elle est naturellement authentique. Car c'est là le problème : le pouvoir, quand il s'agit de l'intervention du contingent dans la vie civile procède sans gêne aucune à des glissements plutôt dangeureux : une grève peut très facilement être assimilée à une « catastrophe » contre laquelle il faut lutter, par civisme et souci de salubrité.

Pour s'en convaincre, il suffit de reprendre une petite brochure éditée il y a quelques temps par le Service d'Information et de Relation Publiques de l'Armée (SIRPA) « La Défense Nationale en questions » destinée à « armer » les cadres contre les questions embarrassantes les plus fréquemment posées sur l'armée, le SIRPA avançait la réponse suivante à la question « l'armée brise-t-elle les grèves ? » :

« L'intervention de l'armée s'exerce sur réquisition de l'autorité civile et dans le cadre d'une procédure et de plans établis à l'avance au même titre que les différents plans ORSEC. Le rôle de l'armée ne vise donc pas à briser les grèves mais simplement à assumer, comme dans le cas des catastrophes naturelles, sa vocation de protection », et de poursuivre, pour être encore plus clair : « Personne ne



Un soldat arme numéro un du plan Polmar, nettoie à la pelle. Y serait dans sa caserne, il balayerait les feuilles ! (AFP)

se plaint de l'intervention de l'armée en cas de sinistres, incendies de forêts, avalanches, ou autres marées noires. En ce qui concerne le cas des grèves un sondage effectué en 1970 a révélé que 65% des Français étaient favorables à ce que l'armée assure le remplacement de services publics défaillants ».

Autrement dit, l'intervention du contingent à Ouessant, ou dans le cadre d'autres « catastrophes » du même type sert à justifier un autre type d'intervention que la brochure du SIRPA définit très précisément :

« Si l'armée est appelée à intervenir en période de grèves, c'est toujours sur réquisition de l'autorité civile et dans des forces parfaitement codifiées. Il convient de distinguer :

a) les grèves de type insurrectionnel c'est-à-dire assorties de

violences caractérisées et généralisées et de destruction des moyens de production.

b) les grèves à caractère revendicatif ne comportant que la cessation du travail ».

Le mazout fait passer le bris de grève, la marée noire ressemble bien à un écran de fumée. Derrière l'image des braves bidasses qui écopent la boue à longueur de journées à Ouessant, il y a l'incurie totale des pouvoirs publics qui se sont croisés les bras des semaines durant. C'est bien cela qu'il faut dénoncer dans l'opération Polmar. Outre, bien sur, le fait que le contingent travaille au rabais dans des conditions particulièrement pénibles. Il n'y a pas, vraiment pas, d'intervention neutre du contingent dans la vie sociale.

J-F. V.

des fleurs et des pavés

cinéma

L'ASSASSIN MUSICIEN

de Benoît Jacquot

Un jeune musicien, clarinettiste dans un orchestre de province prétend être un grand violoniste. Méprisant envers les « scieurs de bois », persuadé de son génie, il néglige même de travailler son instrument et vit aux crochets de la femme de maison (Anna Karina). Sur ce thème où comment un homme se construit un univers bien clos d'où il élimine (le titre) tout ce qui pourrait menacer son intégrité et remettre en cause sa vie, Benoît Jacquot a fait un film en dehors de toute réalité. Des personnages plantés devant des tentures ou vissés à des chaises, récitent d'un ton neutre des tirades interminables, véhiculant un discours romantique des plus éculés sur l'« artiste maudit », seul, haï de tous, etc. Un parti pris d'immobilité, de platitude au sens littéral (la mise en scène place souvent deux personnages chacun à l'extrémité du cadre de l'image), de longueur (les plans, fixes, durent systématiquement après que les personnages soient sortis du cadre : l'image d'une affiche décryptée en un clin d'œil par le spectateur qui épuise très vite le sens de ce plan, dure très longtemps, pourquoi ?) rend le film très ennuyeux. Les scènes d'orchestre ou de soliste ne passent pas.

Ce film qui s'étire est incapable de rendre compte du temps (qui ne passe pas-stagne-accelère...) qui suppose le rythme, même lent comme dans *India Song* et ses rondes obsédantes. Ici au contraire, ne s'agit que d'un ennui distingué distillé par des personnages ennuyés-ennuyeux sur fond de lambris et de rideau rouge.

M. C.

livres

LE GENERAL SUDISTE DE BIG SUR

de R. Brautigan

(Ed. Bourgois)

Bourgois présente la traduction française du roman de R. Brautigan : « *A general confederate from Big Sur* », Brautigan l'un des grands noms de la « contre-culture ». Auteur de la côte ouest des Etats-Unis, Brautigan c'est un peu le Steinbeck de « rue de la sardine » qui aurait lu les « comics » de R. Crumb (1). De Steinbeck, il retient le picaresque, les aventures banales de personnages aux marges en rupture de ban avec la société « comme il faut » et qui font de ce banal une aventure. Des BD de Crumb, Brautigan a gardé le goût de la provocation, l'humour et aussi la tendresse. Son écriture est simplifiée à l'extrême : des courtes propositions qui, sous l'apparence de la facilité font surgir les associations langagières qui déclenchent le rire. Des écrivains de la « beat generation », et notamment de Kerouac, Brautigan a retenu cette « littérature de l'instant », essayant de fixer l'idée par une écriture qui s'en veut le décalque spontané, dans sa simplicité sauvage. Mais cette conception de l'écriture est grosse de dangers : comme si les idées se profilaient derrière le langage ou indépendamment de lui, les mots, aussi précis soient-ils n'en étant que des copies ! Cette erreur idéaliste n'est peut-être chez Brautigan que le doublet d'une autre erreur, plus grave : celle d'une possible vie de liberté au sein même d'une société qui la nie ? Les aventures de Lee Mellon, qui s'attribue un grand-père général sudiste, se déroulent d'ailleurs sur le mode de l'illusion. Mellon a six ou sept dents qui ne sont jamais les mêmes, le général étant un simple soldat en fuite, les arnaques montées pour survivre le sont avec un fusil non chargé. Ceci jusqu'à la fin elle-même qui n'est pas une mais plurielle, comme si Brautigan voulait nous dire de nous méfier de la littérature autant que du réel auquel on veut nous faire croire qu'elle renvoie (et ces « fins » sont sans doute le meilleur du livre). L'écriture pour rapide et incisive qu'elle soit ne fait pourtant qu'effleurer les choses et les événements (des filles, de la came, des rigolades...), les narre. Superficialité qui s'avère dangereuse, notamment toutes les fois que Brautigan parle des femmes. Le monde de Brautigan est trop marqué : le sexisme y affleure, la marginalité « joyeuse » semble rester une affaire d'hommes.

Ce livre qui, après « *Sucre de pastèque* » était attendu par tout un public soucieux de voir ce que devenait (était) la « contre-culture » américaine, décevra peut-être. En dépit d'images hautes en couleurs et de son humour, *Le général sudiste de Big Sur* ne passe pas la rampe.

M.Y.

L'EDITION EN QUESTIONS

Il y a de cela trois mois, la Ligue communiste révolutionnaire organisait un meeting-débat sur l'édition auquel participaient Christian Bourgois (10-18), André Gouillou (auteur de *Book Business*), des représentants des Editions des femmes, des Editions Solin, d'EDI et des Editions de la Taupe.

Le débat qui s'y était tenu, bien que riche et divers, avait mis en évidence la faiblesse des acquis des marxistes-révolutionnaires dans ce domaine qui, il y a peu encore, était tabou (pour pouvoir « parler » de l'édition, il faut, entre autres, se faire... éditer !).

Pour combler ce retard, pour créer les conditions d'une élaboration théorique adéquate, la rubrique culturelle ouvrira largement ses colonnes à des articles ayant trait à ce sujet.

C'est ce que nous commençons aujourd'hui en publiant deux articles, l'un consacré à *L'Anti-éditeur* de François Coupry, l'autre à *La Bataille du livre*, d'Antoine Spire et Jean-Pierre Viala.

Antoine Spire et Jean-Pierre Viala

la bataille du livre

Editions sociales

La Bataille du Livre a été écrit par deux « intellectuels » membres du Parti communiste français : Antoine Spire, membre de la direction des Editions sociales, et Jean-Pierre Viala, professeur de lettres et écrivain.

Et déjà, la couverture — de l'inévitable Jean Effel — est tout un programme : une Marianne court vêtue de tricolore construit une barricade de livres pour se protéger des flèches phalliques et meurtrières (le symbolisme est limpide : il s'agit des « grands monopoles capitalistes »...).

Mais, derrière ce simplisme du dessin, se profile une analyse mécaniste — pour ne pas dire manichéenne — à laquelle le PCF nous a habitués : d'un côté, ces fameux « grands monopoles capitalistes » ; de l'autre, tout le reste — à savoir, pêle-mêle, petits et moyens éditeurs, écrivains, libraires, bibliothécaires, lecteurs. Dans cette liste, une absence significative : les travailleurs de l'édition. Et ce n'est pas un oubli involontaire. Car si « l'édition n'est pas une industrie comme les autres », ce n'en est pas moins une « industrie » ; en clair : la lutte des classes y a cours... Et voilà le bel édifice théorique qui s'écroule : comment, en effet, concilier les aspirations

des travailleurs de l'édition et les intérêts de leurs patrons — petits et moyens, il est vrai ?...

Cette contradiction, on la retrouve dans la réponse positive que les auteurs apportent à la question : « *La défense* des libraires, en tant que commerçants, est-elle toujours légitime ? » (Ce sont les auteurs qui soulignent). Ici, en l'occurrence, l'ennemi, c'est la FNAC. (qui pratique dans son immense librairie de la rue de Rennes, à Paris, une remise systématique de 20% sur tous les livres). Bien sûr, il ne s'agit pas là d'une entreprise philanthropique, mais d'un projet cohérent de rentabilisation de la diffusion commerciale. Mais, depuis quand la défense du petit commerce — en fait, la défense de la petite bourgeoisie en tant que classe — ferait progresser la lutte de classe ?

Demi-mesure aussi, le sort que les auteurs, Programme commun à la main, réservent à la « pieuvre verte », à savoir le trust Hachette. On nous dit que le secteur bancaire sera nationalisé, ce qui permettra à l'Etat d'assurer l'indépendance financière de l'édition française... Mais de nationalisation du trust, point. Et de citer Georges Marchais dans une interview donnée à *L'Unité* : « Est-ce que

nous prévoyons, que ce soit dans le Programme commun, que ce soit à l'étape du socialisme, une édition d'Etat ? Nous ne le prévoyons pas, absolument pas ». Les travailleurs, eux, l'envisagerons peut-être différemment.

Et le reste est à l'avenant. La question du livre scolaire, par exemple, n'est qu'à peine effleurée. Et pourtant, il s'agit là d'un des principaux supports de l'idéologie bourgeoise : histoire falsifiée, littérature disséquée et édulcorée, valeurs morales conformistes, etc. Est-ce avec un tel contenu que le PCF envisage la « révolution culturelle », aspiration, qui pourtant, nous précisent les auteurs, « est à l'œuvre dans les luttes pour la démocratisation de l'enseignement » ?

Même les prises de position « démocratiques » des auteurs perdent de leur sens : quelle liberté d'expression, de création, y a-t-il pour les larges masses et les individus quand les moyens de se faire éditer restent entre les mains de capitalistes, même si certains d'entre eux, ont les idées « larges » ?

Comme on le voit, il n'y a rien de bien nouveau sous la plume des chantres du Programme commun.

V.L.



L'anti-éditeur

François Coupry
Editions Hallier, 88 p.

François Coupry définit, lui-même son livre, *L'Anti-éditeur* comme un pamphlet s'inscrivant dans une bataille « contre le système actuel d'édition et de distribution des livres ». Pamphlet, c'est à dire écrit de dénonciation. Et, puisqu'il s'agit là de l'édition, le fait est d'importance. En effet, l'édition n'a eu, jusqu'à présent, que peu à subir la remise en question qui a frappé les instruments de domination idéologique de la bourgeoisie depuis Mai 68.

Bien que manquant « de nuances et de développements », comme l'indique l'auteur lui-même dans un postface, ce pamphlet n'en fait pas moins mouche sur bien des points.

Les rapports paternalistes que cherchent à maintenir les éditeurs à l'égard de leurs auteurs sont vigoureusement dénoncés. (Citons au passage une phrase édifiante extraite du livre de Robert Lafont, *Editeur*, citée par François Coupry : « Un auteur qui n'a jamais été publié encore est comme une femme qui attend l'amour : anxieux et incomplet ! »)

Mais il y a plus, car l'auteur ne se contente pas de régler ses comptes avec le « docte, sage et esthétique Gallimard » ou avec le « curé - centre-gauche et

recupérateur - gauchiste Seuil » ; il met aussi à nu les « scandales » inhérents au fonctionnement « normal » du système d'édition capitaliste. Par la même, il s'aliène de nombreux éditeurs qui, s'il lui arrivait de leur présenter un manuscrit, n'y trouveraient vraisemblablement pas les « qualités justifiant sa publication »... Car les éditeurs bourgeois - cela est aussi, surtout même, valable pour le personnel des maisons d'édition - ont leur « liste rouge » comme de vulgaires directeurs d'usines Citroën.

Mais si Coupry parle haut et fort de ce qui n'est dit qu'à voix basse, c'est qu'il a, en quelque sorte, assuré ses arrières. Car, « entre les grosses cathédrales et les petites chapelles » de l'édition, il y aurait place pour un réseau de « petites unités de production éditoriale » - autogérées et dont les tâches seraient assurées de manière polyvalente.

Lucide, Coupry s'interroge : « Réformisme ? Corporatisme ? Petit combat sans portée (...) ? Peut-être, pour l'instant ». Mais l'explication qu'il donne ensuite, n'est pas satisfaisante : il n'est pas suffisant de « changer la mentalité de l'écrivain » ou d'assurer un système de

distribution adapté à la réalité sociale ; l'édition est aussi la matière d'une lutte politique — la place du trust Hachette, par exemple (qui contrôle le livre scolaire, *France-Soir*, *Elle...*, les messageries de presse, les kiosques, les bibliothèques de gare, la télédistribution, etc.), dans le système de domination idéologique de la bourgeoisie est édifiante.

Cette lutte politique concerne les travailleurs de l'édition, les auteurs, bien sûr - dans la mesure où leurs aspirations font corps avec celles des travailleurs - mais aussi, par delà, non pas une masse indistincte de lecteurs, mais la masse de « ceux qui pensent et qui luttent ».

Toujours est-il que, malgré ses insuffisances et en raison de questions qui sont matières à débat, *L'Anti-éditeur* est « un livre à lire ».

P.S. Ce pamphlet est édité aux Editions Hallier (Jean-Edern Hallier, vous savez...). Nous aurons l'occasion de revenir sur ce monsieur qui a fait beaucoup parler de lui dans le petit monde de l'édition et dans la chronique « Faits divers » du *Monde* tout court.

Vincent Ludovic

prise de parole



LE CONTINENT NOIR DE LA PSYCHANALYSE

Nous avons publié dans Rouge n°5 une critique signée Pascale V. favorable à la pièce d'Hélène Cixous, Portrait de Dora, qui se joue toujours au théâtre d'Orsay à Paris. Dans Rouge n°10, Camille Scalabrino contestait l'interprétation de Pascale V. Nous publions aujourd'hui, une lettre qui répond, point par point, à la contre-critique de Camille Scalabrino.

Le continent noir de la psychanalyse

● Au point de départ : l'article de P.V. : celui-ci ne portait que sur l'une des deux pièces, contrairement à ce que laisse entendre Camille Scalabrino. P.V. fait la distinction entre la pièce de Bourgeade (qui, dit-elle, « règle grossièrement son sort à la psychanalyse en faisant de l'échec de Freud l'échec de la psychanalyse comme science bourgeoise ») - et celle de Cixous !

C. Scalabrino aurait-il mal lu ? (« deux pièces, pas moins remettant en cause la psychanalyse » nous dit-il)... Ceci dit, il est possible que P.V. ait accordé à la pièce de Cixous plus de distance critique vis-à-vis de Freud qu'elle n'en a réellement fait preuve !

● « Gens de Belles Lettres » / « Littérature » / « mode littéraire » nous dit C.S. : est-ce parce que les écrits / pièces de Cixous sont sous forme « littéraire / théâtrale » ? Le discours de Freud ne serait-il légitime que sous forme de comptes-rendus cliniques ou d'extrapolation théorique ? Freud n'a-t-il pas lui-même utilisé l'œuvre littéraire comme matériau de départ ? Pourquoi la « création artistique » ne se saisirait-elle pas a priori de cet acquis-là ? Pour C.S., l'« art » doit-il être, par essence, réfractaire aux contenus / intentions prédéterminés ?

● Principal reproche fait par C.S. à P.V. : ne pas « s'interroger sur le sens de l'anti-freudisme d'aujourd'hui et son rapport à l'anti-freudisme d'hier ». Anti-freudisme késaco ? Facile de coiffer d'un terme générique tout un ensemble de réactions / refus / adaptations / dévoiements nés dès l'apparition de « la » psychanalyse et de procéder à une assimilation (sous ce terme générique entre les réactions d'hier / d'aujourd'hui. Mais qui est / était porteur de cet anti-freudisme : Dupanloup, Cixous même combat ?

Un peu fort, non ?... Mais non ! C.S. exécute froidement cette dernière pour l'« usage littéraire (qu'elle) fait de la psychanalyse ». Et de citer Freud parlant de ces médecins de Vienne (ses honorables

et néanmoins réactionnaires collègues) qui ne manqueraient pas de prendre le cas Dora « comme un roman à clef destiné à leur divertissement ». Et C.S. de se lancer à la défense de Freud sur le « fond » : une seule libido, d'où le caractère « radicalement transformable » du phénomène puisque « entièrement social, politique et historique ». CQFD.

Le fond de l'article semble être la conception de la psychanalyse que trahit cette « critique ». Car, contrairement à ce que C.S. laisse entendre, la psychanalyse freudienne n'est pas à reprendre en bloc comme théorie « scientifique » neutre. A la lecture de Freud (Discours sur la féminité, dans Nouvelles conférences sur la psychanalyse, Sur la sexualité féminine dans la vie sexuelle), on est frappé par le « manque » d'écrits sur la sexualité féminine. Freud n'a pas expliqué la sexualité féminine mais le « mystère » de la féminité dans la sexualité masculine !

Ceci ne veut pas dire qu'il faille rejeter Freud (ou Lacan), mais bien essayer de découvrir dans Freud ce qu'il peut y avoir d'intéressant par opposition à ce qu'il y a de normatif, d'ahistorique et de phallogratique.

De fait, comme le dit Luce Irigaray (dans Speculum de l'autre femme), Freud décrit une situation des femmes opprimées, exploitées dans le cadre d'une famille capitaliste, qui a hérité d'un mode de vie patriarcal. Mais Freud n'a pas conscience de cela. Voilà pourquoi il n'est ni révolutionnaire, ni marxiste.

C.S. tire un trait sur tout ce qu'ont pu apporter L. Irigaray, X. Gauthier, Cixous, etc. dont certaines passées par l'école lacanienne, ont du remettre en cause une certaine problématique phallogratique, du même type que celle de Freud ! Oui, Freud n'a pas échappé à l'idéologie dominante de son époque, même si on lui reconnaît une certaine honnêteté intellectuelle.

Oui, la sexualité féminine reste le continent noir de la psychanalyse. Ni « rumeur », ni « mode littéraire », tout ceci ne pourra « contribuer à l'émancipation des femmes travailleuses » (C.S.) qu'à la seule condition que nous cessions de raisonner en termes dualistes (oppression et/ou exploitation) et que tout pas en avant dans ce sens ne soit obscurci, ni par une défense acritique de l'« acquis freudien », ni par une surestimation de la portée de ses avancées.

A. et P. lecteurs de Paris.

ce soir, sur



AUTANT EN EMPORTE LE VENT DES AURES...

Les dossiers de l'écran : la réinsertion des rapatriés d'Algérie.

Bien que la guerre d'Algérie ne soit pas l'objet du débat de ce soir, elle sera là, en coulisses avec ses rancœurs dissimulées de la part des organisations de « défense » des rapatriés avec les propos de ceux qui n'ont jamais pu se résoudre à ce que l'Algérie se développe sans eux !

Le documentaire qui précède montre la réinsertion des pieds-noirs, surtout dans le sud de la France, réinsertion facile pour ceux qui avaient mis de l'argent de côté et qui ont bénéficié d'aides généreuses du gouvernement (par exemple certains gros viticulteurs du Midi et de Corse !) et réinsertion dramatique pour la grande majorité (n'oublions pas que 24 % des rapatriés étaient ouvriers, 20 % employés...). Ce que ne dira de la grande bourgeoisie « coloniale » qui ont délibérément poussé les pieds-noirs dans la voie tragique de l'opposition à la lutte du peuple algérien. Les petits blancs ont servi de marge de manœuvre aux Salan, Argoud et Co. Bien peu comme Maurice Audin (militant communiste mort sous la torture de l'armée française) ont su choisir le combat aux côtés des Algériens. Mais non content d'avoir « roulé » la majorité des pieds-noirs une première fois, le pouvoir et les organisations de rapatriés (toutes classes confondues, bien sûr !) vont s'en servir électoralement et financièrement (les plus grosses indemnités allant naturellement aux ex-gros colons !). Sans oublier l'extrême-droite (Tixier-Vignancourt, Minute...) qui trouvera une clientèle de choix parmi les nostalgiques de l'Algérie « française »...

Un débat qui risque plus de tourner autour de : « Ah, Bab-el-Oued, c'était le bon temps... » que d'évoquer les véritables problèmes et les responsabilités du pouvoir.

télévision

Mardi 6 avril

TF.1

- 13.00 Journal
- 17.05 Les dossiers secrets des trésors : la grande cocotte.
- Cette émission qui réunit les plus grands « noms » de la gastronomie (Troisgros, Bocuse...) veut mettre à la portée de toutes les « ménagères » les recettes les plus élaborées de l'Art culinaire. C'est drôle ça, d'un côté la cuisine domestique, réservée aux femmes évidemment, et de l'autre la Grande cuisine, rien que des hommes bien sûr ! Bizzare, bizarre...
- 18.15 A la bonne heure.
- Aujourd'hui le droit de la mer. Est-ce que l'Olympic Bravery sera au rang des accusés ?
- 20.00 Journal
- 20.30 La merveilleuse histoire des Jeux Olympiques.
- Ce soir les Jeux terribles : 1936-1948. Comment les J.O. de Berlin ont servi l'idéologie fasciste... Une émission résolument anti-nazie, avec notamment une interview de Leni Riefenstahl, le cinéaste d'Hitler, qui n'a rien renié de son passé.
- 21.35 Lettres d'un bout du monde : l'Inde.
- 22.30 De vive voix
- faut-il être esclave de l'orthographe ? L'émission de Jean Ferniot nous dira-t-elle pourquoi l'acquisition de l'orthographe a toujours représenté une barrière difficile à franchir pour les enfants de travailleurs ? On peut en douter... (Avec Marangé, etc...)

A.2

- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran.
- 13 ans déjà. (voir notre article ci-dessus)

FR.3

- 20.30 Le justicier de l'Arizona.
- Un western de 1966, avec Robert Taylor. Tous les poncifs du genre, on regretterait presque les bons spaguettis italiens ! Au moins là on peut rigoler !

Dans l'objectif

PROVINCE

CAEN

Dernière soirée (19h 15), au cinéma Lux, pour Terre d'Espagne de Joris Ivens. C'est un classique du film militant, celui qu'on projetait dans toutes les réunions de soutien à l'Espagne républicaine juste avant guerre. Il n'a pas pris une ride.

LYON

Abandonnez tout et précipitez-vous au TNP s'il reste des places. Le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine est dans vos murs avec son Age d'Or première ébauche. Un plaisir physique, un plaisir enfantin, la joie retrouvée du théâtre. Faites-nous, faites-vous plaisir : ne les manquez pas ! C'est à 20h 15.

Pour les minôtes lyonnais, le TSA reprend, au 8°, et jusqu'au 16 avril, Kikerikiste de Paul Maar.

LUNEL

Le « Théâtre de la rampe », une troupe d'une dizaine de comédiens, amateurs-qui-aimeraient-devenir-professionnels-mais-manquent-de-finances, joue Trois histoires pour un théâtre pauvre à 21h à la MJC. Ils cherchent surtout à intervenir « là où le théâtre n'est pas » : lieux de vacances (campings), villages, foyers etc...

METZ

Une chouette soirée en perspective au cinéma Pax, rue du 20° Corps (sale nom pour une rue !). On y passe en effet La Cecilia de J.L. Comolli. Si vous voulez vous « armer » pour les débats qui ont une chance de s'ensuivre, on vous rappelle la polémique engagée dans les deux derniers numéros de feu l'hebdo Rouge.

ORLEANS

C'est aujourd'hui le début d'une orgie d'excellent cinéma pour les Orléanais. Le 2° festival cinématographique dure en effet du 6 au 16 avril, au carré Saint Vincent. Un copain nous signale qu'il s'agit là, pour une bonne part, d'une manifestation de prestige d'une municipalité dont le maire est tranquillement réactionnaire. N'importe ! Jouons sur les contradictions de la bourgeoisie ! Parce que, foutez, quel programme : Mamma Roma de Pasolini ce soir, à 20h 30, avec un court métrage de Jean Rouch, Les maîtres fous. Et, par la suite, Les doigts dans la tête de Doillon, Lily, aime-moi de Dugowson, L'Olivier sur les Palestiniens, Kashima Paradise, de Yann Le Masson etc. On vous tiendra au courant.

RENNES

A la Maison de la culture - très contestée au demeurant -, à 20h 30, du rock planant avec Tangerine Dream, plus Ange, le groupe français à l'heure actuelle.

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

Le studio, salle de cinéma du théâtre de la Commune, 2 rue Edouard Poisson, a eu une très bonne idée : pervertir le thème du « cinéma catastrophe », en le traitant sous l'angle des « catastrophes sociales » ou « politiques ». Ce soir, il programme donc Psaume rouge de Jancso à 20h et Kafr Kassem, un film dénonciation du massacre de travailleurs arabes par les sionistes, à 22h.

BURES

A la MJC intercommunale, 40 rue Charles de Gaulle, à 21h, Tout écartillé dans la ville, un film d'animation sur la ville dans le cadre d'un programme qui dénonce le conditionnement, la solitude etc... et a pour but explicite de favoriser une réflexion sur le thème : Changeons la ville !

Et au local de Courcelles, 160 av. du Gal Leclerc à Gif sur Yvette, un expo de tapisseries de C. Declercq débute.

PARIS

DANSE

C'est la première, ce soir, des Ballets Felix Blaska, au Théâtre de la Ville, place du Châtelet.

Mais c'est la première, aussi, au Grand Théâtre de la Cité Internationale Universitaire (21 Bd Jourdan), du Théâtre d'Images, une compagnie qui danse sur des musiques de Stravinsky, de Fauré ou de Haendel, mais aussi de Stivell ou de Zhamfir.

CINEMA

Le film de René Vauthier Quand tu disais Valéry, réalisé avec des ouvriers de Saint-Nazaire est présenté par la revue « Cinéma 76 » et le ciné club de Paris, à 20h 30, 11 rue Jacques Bingen. Vauthier sera présent.

THEATRE

Toujours et encore la MJC Théâtre des deux portes, menacées d'expulsion. Ce soir, dans l'ensemble de son programme de soutien, elle organise un spectacle intitulé la fête au village à 20h 30. C'est un spectacle-bal africain par le ballet Lucky Zebila. Ça ne vous tente pas, vous, un bal africain ?



L'ARTICLE 16 BIS DU PRINCE PONIA

Janvier 1978. Comme tous les experts économiques l'avaient prévu, c'est la fin de la relance : il y a en France 1 800 000 chômeurs. L'inflation qui a atteint 1,5 % pour le mois de décembre s'avère incapable de faire redémarrer les investissements et d'accroître les capacités d'emploi. En décembre le chiffre des chômeurs a crû de 9 %. A la mi-janvier, la sécurité sociale est en quasi état de cessation de paiements. Et pour cause : quand les effets de cette nouvelle phase de la crise ont commencé à se faire sentir, dès juillet 77, le gouvernement Chirac a tenté de prolonger les effets de la reprise jusqu'aux législatives d'avril 1978 : une série

d'ordonnances sur la sécurité sociale ont allégé les charges patronales pour maintenir un rythme minimal d'investissements. Sans succès. Dans toutes les municipalités des grandes villes, qui à l'exception de Lyon et Strasbourg et de Nice, ont été conquises par l'Union de la Gauche, des comités d'entraide pour les chômeurs sont créés, des circuits courts de distribution, des marchés « rouges » sont mis en place où les paysans-travailleurs viennent vendre à bas prix leurs produits touchés par la crise de surproduction. Après la victoire avec 55 % des voix, de l'opposition aux municipales de 77, la combativité est intacte. La crise

Et si c'était vrai ?

Tout, dans ce scénario de politique fiction est vraisemblable. La victoire de la gauche, les réactions de la majorité... Tout, sauf une chose : les mesures indiquées en italique ne sont pas autorisées par la législation en vigueur. Ni par l'article 16, ni par l'état d'urgence. Elles s'apparentent à celles qui ont été étudiées et parfois, hélas, expérimentées, en Amérique latine. Pourtant, elles émergent déjà du domaine de la fiction, puisqu'il y a des cerveaux fertiles pour les envisager sérieusement. Non pas Marcellin ou Salan, ou quelque nostalgique de Vichy au rancart. Mais des gens en place, qui sont salariés par le ministère de l'Intérieur pour mettre au point ces suggestions, les affiner. Le projet existe. Il est dans les cartons. Nous en publierons demain en exclusivité le texte intégral.

POLITIQUE FICTION ?

l'exacerbe, le nombre des grèves, des occupations d'usines, des sequestrations l'atteste. Après les ordonnances sur la sécurité sociale, un mouvement de refus de payer les impôts se développe dans toutes les couches populaires.

DES LEGISLATIVES A LA « DURE »

Février 1978. Le pouvoir est aux abois. Les rapports des préfets et les sondages secrets des renseignements généraux concordent. A deux mois des élections législatives, la crise profite électoralement à l'opposition. Les prévisions les moins favorables à l'Union de la gauche lui donnent encore 57 % des voix. Le vent de la déroute commence à souffler.

Bien décidés à ne pas se laisser arracher le fromage dont ils ont profité pendant 20 ans, les hommes de main mobilisent. Les milices gaullistes sont en état d'alerte. Et comme l'idéologie ne suffit pas, les 15 milliards (AF) déposés en Suisse en Mai 68 sont rapatriés. Une campagne électorale « dure » coûte cher. Dans les rangs giscardiens, les organisateurs de la campagne présidentielle de 74 battent le ban et l'arrière-ban de l'extrême-droite, de l'OAS aux anciens d'Ordre nouveau. Un comité de liaison entre les bandes gaullistes, nervis giscardiens et les représentants de quelques centrales de milices patronales est constitué.

Lors de la réunion du 13 février de ce comité de liaison se retrouvent le responsable corse des milices gaullistes, un ex-capitaine de l'armée française, qui a toujours traîné dans les bureaux giscardiens et l'auteur de l'enlèvement d'un trésorier de l'OAS, Charles, Pierre et Hubert se rangent aux arguments de l'expert Jean-Jacques, l'ancien idéologue de l'OAS, surnommé le petit César. Les anciennes querelles s'effacent. Pour bloquer l'avancée de la gauche il n'y a plus que la peur. La version française de la stratégie de tension est mise au point.

Le 18 février, des bombes éclatent devant la préfecture de Lyon et le Palais de justice de Strasbourg.

A Rennes, les nervis patronaux attaquent une usine occupée : deux grévistes sont dans le coma. Dans l'Eure, les miliciens barbouzards attaquent des colleurs d'affiches du Parti communiste et tirent : deux morts. Enfin les cuves de la raffinerie de pétrole de Feyzin, près de Lyon sont ouvertes par des « saboteurs ». Le premier ministre

répond indirectement : « Nous n'hésiterons pas à marcher sur les orteils des autres. » Un dirigeant gaulliste qui s'est illustré dans la libération de la Corse est encore plus clair : « Il est temps de quitter le costume de ville pour le battle-dress »

« LA LOI CHILIENNE »

Prenant prétexte de la vague d'attentats contre des édifices publics et de la campagne de la droite contre « l'anarchie », il fait adopter par sa majorité à la fin de la session de cette dernière législature le projet de loi sur l'Etat d'exception, la loi que l'opposition a surnommée « l'article 16 bis de Poniatowski ». Le Parti socialiste, le Parti communiste, les Radicaux de gauche protestent contre cette « loi chilienne » mais seule l'extrême-gauche organise une riposte dans la rue. Nous ne sommes qu'à quatre semaines du scrutin.

C'est dans un climat très pesant que les députés se dispersent. La campagne démarre.

Les associations d'officiers de réserve, d'anciens combattants des guerres coloniales et de parachutistes mobilisent leurs troupes « pour faire face à la marée rouge ».

Les réseaux de la majorité dans la police, et chez les militaires multiplient leurs réunions. Des vols d'armes sont constatés dans les arsenaux.

LA PROVOCATION

Le premier tour des élections prend pour la majorité des allures de déroute. La défaite est confirmée au deuxième tour. En dépit du redécoupage électoral décidé après les municipales, l'opposition détient, avec 57,5 % des voix, 5 sièges de majorité. La droite tonne et récuse le résultat du scrutin. Un des rédacteurs de la constitution de 1958, qui a été battu à la Réunion, s'écrit : « la légitimité ne procède pas seulement des élections ! » Valéry Giscard d'Estaing refuse à la fois de se soumettre et de se démettre. Il nomme Jacques Chirac premier ministre. Nous sommes le 27 avril. Dans les casernes les permissions sont supprimées. « Afin d'éviter tout désordre », les CRS et les gendarmes sont consignés dans leurs casernes.

S'adressant aux cadres de l'armée, lors d'un déjeuner commémoratif des anciens élèves officiers de Saumur, Jacques Chirac déclare : « Nous avons dû

faire face il y a 50 ans à l'invasion étrangère, résoudre il y a vingt ans le problème algérien. Or les circonstances ne sont plus les mêmes, la menace est plus diffuse et prend l'aspect de la subversion. Or pour nous il n'y a pas de distinction à faire entre la subversion, l'insurrection interne et la menace extérieure. »

Mais le défilé du 1er mai est autorisé. A Paris c'est une foule de plus d'un million de manifestants, qui pendant huit heures, de la Nation à la République défilent en scandant « Giscard t'as perdu, il te reste à partir ! ».

Il est 19 heures place de la République. Sur les trottoirs une foule est rassemblée qui attend l'arrivée du cortège des révolutionnaires. La déflagration est intense, les vitres du « Thermomètre » projetées par l'explosion fauchent plusieurs dizaines de personnes. L'explosion de l'engin infernal, disposé dans le café, par un petit groupe d'activistes fascistes, en fuite depuis l'enlèvement d'un directeur de maisons de disques, a fait 16 morts, plusieurs dizaines de blessés, dont certains ont dû être amputés.

LE COMLOT COLLECTIVISTE

La réaction est intense. Trois jours plus tard, la France est paralysée. 2 millions de personnes assistent aux obsèques des victimes de la « stratégie de tension ». Le lendemain, la grève se poursuit dans un certain nombre d'entreprises de la région parisienne.

Le mouvement est suivi en province. A Lyon des affrontements se produisent entre manifestants et forces de l'ordre. Un commissaire de police est tué dans des circonstances mal définies. Le mouvement de grève se généralise. Dans un communiqué commun, les directions de la CGT et de la CFDT rendent responsables le gouvernement et exigent que Giscard renvoie Chirac. Dans l'après-midi le mouvement de grève s'étend. Une allocution du chef de l'Etat est prévue pour 20 heures.

20 h 01, pâle, en costume sombre, Giscard annonce qu'il garde Chirac, qu'il dissout l'Assemblée nationale et que dans le même temps, vu le péril imminent de subversion, il décrète l'état d'exception pour faire face au complot collectiviste.

En fonction des dispositions de la loi X, de l'article 16 bis de Poniatowski la censure postale, téléphonique, télégraphique, cinématographique ainsi que la censure de la presse sont établies.

Plusieurs milliers de perquisitions sont décrétées. Sur la base du livre noir des RG qui contient 15 000 noms de militants, des rapports de la Sécurité militaire

les fonctionnaires et les militaires soupçonnés d'être de gauche sont mutés ou suspendus.

La police et les forces armées, dans cette période de crise peuvent faire usage de leur armes.

Les tribunaux militaires remplacent les tribunaux civils.

Plusieurs dizaines de militants syndicaux et de militants révolutionnaires sont arrêtés, sans mandat judiciaire, placé en résidence surveillée ou détenus sous le régime de l'internement administratif.

dernières nouvelles

Les nôtres

Nous venons d'apprendre la mort de Maurice Dommanget, militant et historien du mouvement ouvrier. Il était entre autres ouvrages l'auteur de livres sur la Révolution française, la Commune... Les obsèques auront lieu demain à 14 h 30 mn, au cimetière d'Orry la ville. Nous lui consacrerons dans notre prochain numéro un article retraçant la vie et l'œuvre de ce camarade.

Pour Roland Agret

Emprisonné depuis 1973, accusé de meurtre sans preuve, Roland Agret proclame depuis son innocence. Il mène depuis 3 semaines une grève de la faim. Il préfère mourir plutôt que d'accepter la sentence de la justice bourgeoise basée sur le seul fait qu'il fallait un coupable. La section BNP-CFDT demande la révision immédiate de son procès et lui apporte son soutien total.

La section BNP-Paris-CFDT

• TOULOUSE, LE MIRAIL : Les étudiants occupent le Conseil d'université : C'est reparti dans les

fac. A Perpignan, Amiens, Grenoble, Clermont, Saint-Etienne, Strasbourg, Reims, Orléans-Lettres, Brest-Lettres, Lille, dans plusieurs facs parisiennes, la grève est revotée. A Toulouse également, 1200 étudiants, après avoir voté la grève, ont envahi le Conseil d'université qui tenait sa première réunion. Le conseil adopta entre autres une motion dénonçant la réforme et refusant de l'appliquer.

• Coordination lycéenne parisienne, appelée par la réunion d'avant les vacances : jeudi 8 avril, 18 h, fac de Jussieu.

Grande Bretagne Callaghan Premier ministre

Comme on pouvait s'y attendre, James Callaghan a été élu à la tête du Parti travailliste et devient automatiquement Premier ministre. Par rapport au second tour de vote la semaine dernière, Callaghan a gagné 35 voix alors que son concurrent, Michaël Foot en a gagné 4. Il n'a pas encore annoncé les changements qu'il comptait apporter à l'équipe ministérielle formée par Wilson.